

**Assemblée générale**

Cinquante-sixième session

77^e séance plénièreJeudi 6 décembre 2001, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Han (République de Corée)

En l'absence du Président, M. Kumalo (Afrique du Sud), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 heures.

Point 21 de l'ordre du jour**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et autres**

- a) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le système économique latino-américain**

Rapport du Secrétaire général (A/56/171)

- b) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la francophonie**

Rapport du Secrétaire général (A/56/390)

Projet de résolution (A/56/L.34)

- c) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe**

Rapport du Secrétaire général (A/56/302)

Projet de résolution (A/56/L.31)

- d) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique**

Rapport du Secrétaire général (A/56/398)

Projet de résolution (A/56/L.36)

- e) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes**

Rapport du Secrétaire général (A/56/474)

Projet de résolution (A/56/L.26)

- f) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire**

Rapports du Secrétaire général (A/56/996, A/56/449)

Projet de résolution (A/56/L.35)

- g) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États d'Afrique centrale**

Rapport du Secrétaire général (A/56/301)

Projet de résolution (A/56/L.25/Rev.1)

- h) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique**

Rapport du Secrétaire général (A/56/122)

Projet de résolution (A/56/L.32)

- i) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe**

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Rapport du Secrétaire général (A/56/125)**j) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine****Rapport du Secrétaire général (A/56/489)****Projet de résolution (A/56/L.37)****k) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires****Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires****Projet de résolution (A/56/L.38)****l) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques****Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (A/56/490)****Projet de résolution (A/56/L.30)****m) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique****Projet de résolution (A/56/L.29)**

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, M. Wolfgang Hoffman, pour qu'il présente le rapport de la Commission préparatoire.

M. Hoffman (Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires) (*parle en anglais*) : Je me félicite d'être ici aujourd'hui pour faire rapport des activités de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) est l'une des pierres angulaires du régime international de non-prolifération et de désarmement. En interdisant totalement tout essai nucléaire dans quelque environnement que ce soit il aidera à mettre un terme à la mise au point d'armes nucléaires toujours plus perfectionnées et à leur prolifération.

Au vu des attaques terroristes du 11 septembre, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive a pris une nouvelle urgence. Comme le Secrétaire général, M. Kofi Annan, l'a dit il y a trois semaines à peine dans son allocution liminaire à la Conférence visant à faciliter l'entrée en vigueur du TICEN,

« Car l'actualité nous prouve que la prolifération des armes nucléaires ne saurait continuer et que nous ne pouvons nous permettre de relâcher les efforts que nous déployons pour éliminer l'arme nucléaire des arsenaux mondiaux. Nous devons faire tout notre possible pour réduire le risque de voir de telles armes tomber entre les mains des terroristes. » (*Communiqué de presse SG/SM/8020, 11 novembre 2001*)

Depuis ma première allocution à l'Assemblée générale, le 30 octobre 2000, je suis heureux de faire savoir à ses membres que le Traité a été signé par quatre autres États et a été ratifié par 23 autres, dont l'un des États de l'annexe 2, c'est-à-dire l'un des 44 États énumérés dans le Traité et dont les ratifications sont nécessaires à son entrée en vigueur. Aujourd'hui, le Traité a été signé par un total de 164 États, et ratifié par 89. Trente et une de ces ratifications ont été faites par des États de l'annexe 2. Le nombre et la rapidité des signatures et des ratifications indique le ferme soutien de la communauté internationale au Traité.

La Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a été créée il y a cinq ans pour mener les préparatifs nécessaires à la mise en oeuvre effective du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et à la première session de la Conférence des États parties au Traité. La Commission concentre ses activités sur deux domaines clefs : la création du régime mondial de vérification pour la surveillance du respect du Traité, et la promotion de sa signature et de sa ratification.

Au 1er décembre 2001, le personnel du Secrétariat technique provisoire comprend 266 membres provenant de 68 pays, le pourcentage de femmes dans la catégorie professionnelle ayant atteint le chiffre de 27,9 %. Le total des ressources budgétaires approuvées pour les exercices 1997-2002 s'élève à environ 408 millions de dollars. Elles ont pour la plupart été affectées à des activités de vérification; en 2000-2001, seuls 18,5 % des ressources

totales ont été affectés à des tâches administratives et à d'autres programmes non liés à la vérification.

Une activité clef de la Commission est la création d'un régime mondial de vérification pour surveiller le respect du Traité. Ce régime doit être opérationnel au moment de l'entrée en vigueur du Traité. Il sera capable de détecter des explosions nucléaires souterraines, dans l'eau et dans l'atmosphère. Le régime de vérification comprend quatre éléments. Premièrement, le Système de surveillance international qui, avec le Centre international de données, pourra détecter les indices d'explosions nucléaires éventuelles. Deuxièmement, un processus de consultation et de clarification pourra clarifier et résoudre les questions concernant le non-respect éventuel du Traité. Troisièmement, les États parties auront le droit de demander une inspection sur place pour déterminer si une explosion expérimentale d'armes nucléaires ou toute autre explosion nucléaire a été faite en violation du Traité, et pour rassembler les données qui pourraient aider à identifier tout contrevenant possible. Enfin, des mesures destinées à renforcer la confiance contribueront à résoudre les problèmes de respect du Traité que pourrait causer la mauvaise interprétation éventuelle des données de vérification, et pour aider au calibrage des stations du Système de surveillance international.

Le Système de surveillance international consiste en 321 stations de contrôle et 16 laboratoires radionucléiques qui surveillent la Terre à la recherche de preuves d'une explosion nucléaire. Il utilise des technologies de surveillance sismiques, hydro-acoustiques, et d'infrason pour détecter les explosions nucléaires éventuelles. Les technologies de surveillance des radionucléides collectent et analysent des échantillons d'air à la recherche de produits physiques créés par des explosions nucléaires. Les progrès dans la construction de ces installations ont été notables, vu les défis technologiques à la création du premier réseau mondial de surveillance. Plus de 270 enquêtes de sites ont été menées. Vingt-deux des stations sismiques du réseau primaire, 75 des stations sismiques du réseau auxiliaire, 3 stations hydro-acoustiques, 12 stations infrasoniques, et 17 stations radionucléiques ont été achevées. Elles satisfont désormais en substance aux spécifications requises pour leur certification de membre du réseau du Système de surveillance international.

Une Infrastructure de télécommunications mondiale (ITM) transmet les données sismiques, hydroacoustiques, infrasoniques et radionucléiques depuis les installations du Système de surveillance international jusqu'au Centre international de données. Ce réseau mondial de communications par satellite est aussi utilisé pour diffuser aux États signataires des données et des rapports concernant la vérification selon le Traité. Les données transmises sont authentifiées pour éviter les falsifications. À la fin d'octobre de cette année, environ 65 stations du Système de surveillance international ont été reliées à l'ITM, certaines directement, et d'autres par l'intermédiaire d'un des sept sous-réseaux indépendants.

Le Centre international de données assiste les États signataires dans leurs responsabilités de vérification en fournissant les produits et services nécessaires à une surveillance efficace du Traité. Le Centre reçoit des données brutes des stations de surveillance à travers le monde, qu'il traite, analyse, et transmet aux États pour l'analyse finale. De meilleurs logiciels améliorent la précision dans la localisation des événements qui produisent les données sismiques, hydroacoustiques, infrasoniques et radionucléiques, et l'ensemble du système de vérification est développé et affiné en permanence.

Les inspections sur place, comme le prévoit le Traité, constituent une mesure de vérification finale, et la mise au point d'un projet de manuel opérationnel d'inspection sur place est une tâche essentielle de la Commission préparatoire qui est en train d'acquérir du matériel d'inspection, et de rassembler un ensemble d'inspecteurs potentiels.

Le but ultime du Traité est de contribuer efficacement à la prévention de la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects, et d'améliorer la paix et la sécurité internationales. Toutefois, l'infrastructure et la technologie utilisées pour collecter, transmettre, traiter et analyser les données de vérification, avec les données elles-mêmes, pourraient fournir aux États des avantages scientifique et civil important. Le régime de vérification fournit une large panoplie de données sur la croûte terrestre, les mers et l'atmosphère. Les données sismiques, hydro-acoustiques et infrasoniques peuvent servir aux études de la structure de la Terre et à la recherche sur les séismes, la prévision des éruptions volcaniques, l'alerte aux tsunamis, la localisation des événements sous-marins, et la surveillance de la température des mers et

du changement de climat. Les données peuvent aider à réduire les effets sur l'aviation civile des éruptions volcaniques, et peuvent servir à la recherche des vagues de fond océaniques et aux études atmosphériques et météorologiques. Les technologies des radionucléides permettent d'en détecter la dispersion, de contrôler les niveaux de radiation et d'étudier la radioactivité naturelle, ainsi que la poursuite des études atmosphériques, la recherche biologique, et le suivi des changements qui affectent l'environnement.

La Commission préparatoire encourage le partage d'informations par le biais d'ateliers de coopération internationale et d'autres activités en vue d'améliorer la compréhension du Traité, comme le Système de communication des experts, un site Internet protégé par un mot de passe, qui offre aux utilisateurs accrédités par les États et immatriculés un accès efficace et rapide aux discussions internes et aux documents de la Commission. Les États se voient aussi offrir des cours de formation et des ateliers sur le Système de surveillance international, le Centre international de données et sur les technologies d'inspection sur place, les aidant ainsi à améliorer leurs capacités scientifiques nationales dans des domaines connexes.

Le 15 juin 2000, l'Assemblée générale a adopté l'Accord devant régir les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, introduisant ainsi la Commission préparatoire au sein de la famille de l'ONU. La Commission reste une organisation internationale indépendante, mais elle a reçu un statut formel grâce auquel nous pouvons servir les buts de l'ONU. Les agents de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires utilisent le laissez-passer de l'ONU en voyage officiel. Nous avons conclu un accord sur la fourniture de services avec le Programme des Nations Unies pour le développement, qui nous offre un soutien opérationnel. Notre Bureau de liaison, situé dans les bâtiments de l'ONU de l'autre côté de la rue, ici à New York, contribue à la mise en oeuvre de l'Accord devant régir les relations avec l'ONU, et il assure la liaison avec le Secrétariat de l'ONU et d'autres organismes du système des Nations Unies, les bureaux des organisations régionales et intergouvernementales ou ceux des organisations non gouvernementales concernées, ainsi qu'avec les délégations, ici à New York.

En vertu de cet accord, nos liens et nos échanges avec l'ONU et ses programmes, fonds et institutions spécialisées se multiplient encore plus et nous étudions les possibilités de renforcer la coopération et le soutien. Afin de contribuer pleinement aux travaux du système des Nations Unies, la Commission préparatoire de l'Organisation du TICEN a demandé à être membre à part entière du Comité administratif de Coordination (CAC) ou du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, son nom depuis octobre 2001. La Commission préparatoire participe déjà aux travaux des comités de haut niveau du CAC, mais cette participation ne saurait remplacer sa qualité de membre à part entière du principal organe de coordination. Vu les questions liées au désarmement évoquées dans la Déclaration du Millénaire, nous estimons qu'il importe particulièrement que la Commission préparatoire de l'Organisation du TICEN puisse prendre pleinement part aux travaux du système des Nations Unies.

Nous estimons qu'il est également important de rendre annuellement compte de nos activités à l'ONU. Nous savons bien que l'Assemblée générale veut rationaliser ses travaux et nous pensons qu'il serait très judicieux qu'elle soit tenue plus étroitement au courant de l'expansion rapide de notre nouvelle organisation. En un temps d'inquiétude grandissante quant à la prolifération des armes de destruction massive, les rapports des organisations spécialisées dans ce domaine devraient s'avérer d'un intérêt particulier pour les délibérations de l'Assemblée générale.

Pour terminer je voudrais souligner que, cinq ans après son ouverture à la signature, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires bénéficie du soutien confirmé de la communauté internationale et est reconnu comme jouant un rôle important dans le désarmement nucléaire et la prévention de la prolifération des armes nucléaires. Le régime de vérification en préparation permet de localiser avec de plus en plus de précision les sources d'explosion et, en outre, les données dont les États signataires disposent déjà, sous forme brute ou traitée, peuvent avoir des utilisations civiles et scientifiques des plus utiles. Comme l'a déclaré à l'unanimité la Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui s'est déroulée ici au siège des Nations Unies il y a à peine trois semaines, nous demandons à tous les États de prendre des dispositions pour veiller à ce que le TICEN entre en

vigueur dès que possible. En signant et en ratifiant le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les États s'associent à une communauté mondiale résolue à faire en sorte que le monde devienne un lieu plus sûr pour les générations à venir.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques qui va nous en présenter le rapport.

M. Bustani (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) (*parle en anglais*) : C'est la première fois, depuis l'adoption par l'Assemblée générale et la Conférence des États parties à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de l'Accord sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques que l'OIAC fait officiellement rapport à l'Assemblée sur des questions d'une importance particulière pour l'application de la Convention sur les armes chimiques. En tant que Directeur général de l'OIAC j'ai l'honneur de faire cette déclaration pour m'acquitter de cette obligation de faire rapport qui, je l'espère, reviendra tous les ans, pour vous faire part de mes espoirs et de mes soucis en ce qui concerne la situation actuelle dans le domaine du désarmement chimique et de la non prolifération dans le monde, et pour souligner un certain nombre de questions – certaines mises à l'avant-scène par les événements récents – qui demandent des mesures rapides de la communauté internationale.

L'occasion qui m'est offerte de prendre la parole devant l'Assemblée générale est particulièrement bien venue alors que le monde doit relever d'énormes nouveaux défis dans sa lutte constante contre le fléau du terrorisme. La trame de la sécurité internationale a été déchirée par l'assassinat délibéré, le 11 septembre, de milliers de civils innocents de nationalités et de croyances religieuses diverses. La pire atrocité terroriste de l'histoire moderne a ajouté une dimension entièrement nouvelle à nos notions de sécurité, qui reposaient largement sur la présomption que les tensions et les rivalités entre États ou groupes d'États sont au centre de l'ordre international. Au cours des trois mois à peine qui se sont écoulés depuis le 11 septembre, un grand nombre de ces présomptions semblent soudain quasiment préhistoriques. Les dangers et les risques nouveaux pour la paix et la sécurité internationales montrent de plus en plus clairement que seules des approches à long terme

reposant sur des actes et des solutions basés sur une véritable coopération multilatérale permettront d'extirper le fléau du terrorisme.

Le nouveau défi considérable lancé à la communauté internationale ne sera pas résolu par des mesures ordinaires. La lutte mondiale contre la terreur exige, pour reprendre les termes du Président George W. Bush, le recours à toutes les ressources dont nous disposons. Et chacune d'elles – nationales aussi bien qu'internationales – doit être utilisée au maximum. Le fardeau le plus immédiat repose sur les organismes de police et de renseignements nationaux et internationaux, sur les hommes et les femmes en uniforme, sur les communautés diplomatiques et financières et, surtout, sur les dirigeants mondiaux. Mais les réseaux terroristes mondiaux ne pourront être bien défiés et vaincus que grâce à des efforts mondiaux coordonnés. Pour être productives la coordination internationale et le partage d'informations et d'activités de chaque État-nation exigent naturellement la participation active d'organisations internationales – et avant tout des Nations Unies.

Le Secrétaire général a déclaré dans son discours du 1er octobre que

« le principal danger tient à l'acquisition et à l'utilisation par un groupe non étatique, voire un particulier, d'une arme nucléaire, biologique ou chimique ». (A/56/PV.12, p. 4)

C'est déjà fait : certaines de ces armes ont déjà été acquises et utilisées. Des fanatiques religieux se sont servis d'un agent de guerre chimique – le sarin – pour attaquer des civils dans le métro de Tokyo en 1995. Le désir d'Oussama ben Laden d'obtenir des armes de destruction massive, y compris chimiques, est également connu de tous. Les récentes poussées de maladie du charbon aux États-Unis ne sont pas imputables à des causes naturelles. Y a-t-il des chances que les terroristes s'arrêtent là? Certainement pas; dans certaines conditions, les armes chimiques ont la capacité de faire encore plus de mal que les armes biologiques. Les armes chimiques peuvent tuer presque instantanément sans laisser le temps de prendre des antibiotiques ou de chercher un remède. Les attaques par des armes chimiques exigent une réaction et un effort de sauvetage immédiats et puissants. Les armes chimiques laissent une contamination extrêmement difficile à éliminer. Nos inspecteurs continuent de porter un équipement de protection complet lorsqu'ils

inspectent anciennes installations de production d'armes chimiques qui ont arrêté d'en produire il y a 15 ans ou lorsqu'ils inspectent des armes chimiques abandonnées il y a plus de 50 ans.

Le monde est-il prêt à s'attaquer avec succès au terrorisme s'il doit l'affronter? Comprendons-nous véritablement toute l'ampleur de cette menace? Si l'utilisation par les terroristes d'armes chimiques, y compris de produits chimiques toxiques, cesse d'être une menace faiblement sentie mais avérée et devient une réalité constante, serons-nous prêts et aptes à réagir rapidement et efficacement?

Cet aspect du problème est d'un intérêt immédiat pour les 143 États membres de l'OIAC – qui seront bientôt 145 avec Nauru et l'Ouganda qui viennent de s'ajouter à eux. Il est d'un intérêt immédiat pour le mandat qu'ils ont confié à la Convention sur les armes chimiques. C'est aussi particulièrement pertinent pour les États parties qui n'ont ni les connaissances spécialisées ni les ressources institutionnalisées susceptibles de les aider à se défendre ou à se protéger contre les armes chimiques. Le Secrétaire général est persuadé, comme moi, que la communauté internationale peut faire beaucoup pour contribuer à prévenir des actes de terrorisme futurs au moyen d'armes de destruction massive, en renforçant les normes mondiales contre l'utilisation et la prolifération de ces armes.

L'OIAC n'est pas une institution de police. Elle n'a ni le mandat ni la compétence pour traquer des terroristes ou déjouer leurs plans. C'est néanmoins une institution internationale qui a pour mandat de vérifier le respect d'obligations juridiques internationales spécifiques. Pour citer la Convention elle-même, tous les États parties sont « résolus, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, à exclure complètement la possibilité de l'emploi des armes chimiques ». Cela signifie l'emploi par quiconque – y compris par les terroristes – et où que ce soit. Ce ferme engagement de la part de 145 pays du monde constitue une base politique solide pour le rôle unique et discrétionnaire que doit jouer l'OIAC qui est, en somme, le dépositaire désigné par la communauté internationale de la connaissance et de la compétence pour la lutte mondiale contre toute utilisation possible des armes chimiques, y compris des produits chimiques toxiques. Après avoir reçu l'invitation du Conseil de sécurité de l'ONU, l'OIAC est disposée à coopérer avec le Comité contre le terrorisme et à fournir des informations et une

aide pour les questions découlant de la résolution 1373 (2001).

La Convention interdit, de manière juridiquement contraignante, aux ressortissants des États parties de participer à des actes – y compris au terrorisme chimique – qui contreviennent à ses dispositions. Les États membres sont solennellement tenus par le traité, de promulguer une législation pénale nationale leur permettant de poursuivre ces individus. La Convention sur les armes chimiques établit ainsi une norme juridique véritablement mondiale contre les armes chimiques et contre tous ceux, y compris les terroristes, qui pourraient vouloir violer cette norme. Héberger des terroristes qui envisagent, en quoi que ce soit, d'élaborer ou d'employer des armes chimiques devrait être un crime punissable par la loi sur le territoire de chacun des 145 États parties à la Convention.

La Convention exige également que l'OIAC apporte son aide à chacun des États parties qui pourraient être menacés par des armes chimiques ou contre lesquels des armes chimiques ont été utilisées par quiconque. Les plans d'urgence pour une telle éventualité sont déjà bien en cours mais, franchement, il faudrait en faire bien plus pour que nous puissions réagir de la manière envisagée par la Convention.

Enfin, la raison d'être même de l'Organisation – l'élimination mondiale des armes chimiques ainsi que l'instauration et la consolidation d'un régime crédible de non-prolifération des armes chimiques – réduira considérablement la probabilité que les armes chimiques seront produites par des terroristes ou leur tombent entre les mains.

Plus tôt l'adhésion à la Convention sera universelle; plus tôt toutes les armes chimiques seront détruites; plus tôt notre régime de non-prolifération des armes chimiques sera renforcé et consolidé; plus tôt tous les États parties mettront en oeuvre un régime juridique efficace, dont une législation pénale, pour prévenir l'emploi illégal des produits et des techniques chimiques; plus tôt l'OIAC sera pleinement équipée pour apporter une aide efficace à ceux qui risquent de connaître l'horreur d'attaques aux armes chimiques; et plus tôt la menace du terrorisme chimique sera enrayerée efficacement et considérablement réduite. Dans plusieurs de ces domaines, la coopération entre l'OIAC et l'ONU et d'autres organisations internationales pourrait grandement contribuer à la réalisation de nos objectifs communs.

Cela m'amène à ce que l'OIAC a pu entreprendre dans les domaines que je viens de mentionner et aussi ce qui reste à faire. À bien des égards, l'année 2000 a été notre année la plus productive à ce jour. L'année 2001 a malheureusement été marquée par des sacrifices et la frustration.

Une des questions incontournables est la nécessité d'une composition universelle de l'OIAC. Depuis les 87 États parties à l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes chimiques il y a quatre ans et demi, l'OIAC a maintenant 145 membres. Dans cette brève période de temps, nous avons obtenu un résultat qui a pris à d'autres régimes de maîtrise des armements et de désarmement multilatéraux 20 ans ou plus. L'OIAC a déployé de vastes efforts pour accroître l'adhésion à la Convention sur les armes chimiques et a pour stratégie d'universalité les zones du monde en diminution rapide où se trouvent actuellement la majorité des 50 États non membres.

Le Président du Conseil exécutif de l'OIAC, l'Ambassadeur du Soudan, Abdel Halim Babu Fatih, a récemment participé à des discussions approfondies et prometteuses en marge du sommet de la nouvelle Union africaine à Lusaka (Zambie) avec 16 ministres des affaires étrangères de pays du continent africain qui n'ont pas encore adhéré à la Convention sur les armes chimiques. Au début de l'année, avec l'aide de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'ONU, l'OIAC a plaidé deux fois en faveur de l'universalité auprès des pays du Forum du Pacifique. La semaine dernière, un séminaire régional s'est tenu en Jamaïque, visant essentiellement les États non membres d'Amérique centrale et des Caraïbes, mais aussi avec la participation active et l'appui financier d'autres protagonistes régionaux. Il nous faut davantage d'efforts de coopération de ce type pour réunir tant les États parties que non parties à la même table, afin d'élargir la portée de la Convention pour l'avantage de tous.

Il existe, bien sûr, d'autres régions du monde où la question de la participation à la Convention sur les armes chimiques s'est malheureusement enchevêtrée, pour diverses raisons historiques, dans un tissu de problèmes régionaux de sécurité complexes et interdépendants. Les soucis de sécurité ne peuvent ni ne doivent être pris à la légère. C'est pourquoi j'estime qu'il serait de la plus haute importance pour les États membres de l'OIAC d'engager et de poursuivre avec moi un dialogue constructif avec les quelques États

pour lesquels la question d'adhérer ou non à la Convention sur les armes chimiques va au-delà des priorités législatives et est devenue étroitement liée à leurs dilemmes de sécurité.

La Convention sur les armes chimiques est en somme une alliance volontaire de nations souveraines, et, bien sûr, nul ne peut être forcé de s'y associer. Je suis néanmoins persuadé qu'il est possible de préserver les intérêts de sécurité nationale par différentes mesures qui établiront le niveau de confiance nécessaire pour que ces pays adhèrent à la Convention sur les armes chimiques. Le nombre sans cesse croissant de pays qui le font, même dans ces régions difficiles, confirme le bien-fondé de cette approche. Bien sûr, les États parties à la Convention sur les armes chimiques, notamment ceux qui ont une influence considérable dans ces régions, devraient examiner activement, avec l'OIAC, toutes les mesures susceptibles de permettre un nouvel élargissement de la zone de responsabilité de l'OIAC.

Nous voulons aussi compter sur l'appui et la coopération de l'ONU dans ce domaine. Le caractère dynamique et concerté de l'évolution internationale depuis le 11 septembre pourrait bien encourager les États qui ne sont pas encore parties à la Convention à comprendre avec une plus grande clarté tant les avantages de l'adhésion que les inconvénients de la non-adhésion.

Des progrès importants ont été réalisés vers l'élimination complète des armes chimiques. Les 8,6 millions d'armes chimiques déclarées par les quatre États parties se déclarent détenteurs d'armes chimiques ont été minutieusement répertoriés par les inspecteurs de l'OIAC point par point, et sont régulièrement inspectés à nouveau pour assurer leur non-détournement. Un cinquième de ces munitions et réceptacles chimiques ainsi que 6 000 tonnes d'agents chimiques ont été détruits depuis l'entrée en vigueur de la Convention. Les 61 installations de fabrication d'armes chimiques déclarées par 11 États parties ont été neutralisées et fermées. Trente-six d'entre elles ont été complètement détruites ou transformées à des fins pacifiques. Environ 64 000 journées d'inspection ont été consacrées à la vérification du respect de la Convention sur le territoire de 49 États parties, et les trois quarts des quelque 1 100 inspections de l'OIAC ont eu lieu dans des installations liées à des armes chimiques.

Je suis néanmoins troublé par les disparités dans le nombre d'armes chimiques détruites par les États-Unis d'Amérique, qui ont déjà détruit 23 % de leurs arsenaux, et la Fédération de Russie, qui n'a pas encore achevé la destruction de 1 % de son arsenal d'armes chimiques. Il convient de rendre honneur aux États-Unis pour l'énergie et les ressources qu'ils ont consacrées à cette tâche. Les efforts de l'Inde dans ce domaine doivent également être hautement loués.

Je suis heureux de pouvoir ajouter qu'il y a eu un changement notable en Russie depuis un an. Les armes chimiques, y compris les armes soviétiques les plus avancées sont déjà en cours de destruction en Russie sous l'oeil vigilant de nos inspecteurs. La première installation russe de destruction d'armes chimiques proprement dite deviendra enfin opérationnelle au premier semestre de l'an prochain. L'importance accordée par les dirigeants russes à la tâche de destruction des stocks d'armes chimiques dont ils ont hérité se reflète dans la nomination par le Président Poutine de M. Sergei Kiriyenko, ancien Premier Ministre de la Fédération de Russie, pour superviser la mise en oeuvre du programme de destruction des armes chimiques russes.

Les informations sur le programme révisé de destruction des armes chimiques russes ont été présentées à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Ce qu'il faut encore, c'est que ce programme se traduise en un plan de projet détaillé, et que la Russie – avec ses partenaires internationaux – examine les moyens par lesquels le calendrier actuel de destruction pourrait être encore accéléré, y compris par une participation et une aide internationales accrues. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques est disposée à apporter une contribution constructive à ce processus.

Malgré plusieurs difficultés d'ordre pratique, l'Organisation a pu jeter les bases d'un régime de vérification crédible pour l'industrie chimique mondiale. Nous avons jusqu'ici pu préserver l'intégrité de ce pilier essentiel de la non-prolifération de la Convention, même si les autorités nationales de quelques-uns de nos États parties s'efforcent peut-être d'être trop protectrices en ce qui concerne leurs propres entreprises chimiques. Nous appliquons des règles d'inspection cohérentes et équitables partout, et nous ne nous écarterons pas de ce principe.

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a parfois été accusée d'être importune. Oui, nous sommes importuns, et nous devons l'être, mais dans la seule mesure exigée par la Convention afin que les inspecteurs puissent pleinement s'acquitter de leurs tâches. Nous n'avons jamais – et je dis bien, jamais – été au-delà de ce que la Convention nous impose et, ayant achevé plus de 300 inspections de l'industrie, nous n'avons été accusés d'aucune violation de la politique de confidentialité rigoureuse et astreignante de l'OIAC.

Si l'intégrité interne du processus d'inspection a été préservée, l'intégrité du régime de vérification de l'industrie dans son ensemble est gravement menacée par le manque de ressources financières allouées par les États parties pour la vérification du non-détournement dans l'industrie chimique. Si nous pouvions utiliser pleinement les plafonds d'inspection de la Convention, l'OIAC aurait pu sans doute mener au moins plusieurs centaines d'inspections de sites industriels en plus des 132 inspections prévues pour cette année.

Je voudrais souligner qu'il ne s'agit pas d'une liste de vœux mais de quelque chose de totalement conforme à l'objectif de non-prolifération formulé dans la Convention, et amplement souligné dans le compte-rendu des négociations de Genève dont elle est issue. La nécessité d'un régime plus soutenu d'inspection des installations de l'industrie chimique est fondée sur une évaluation rigoureuse du degré de risque pour la Convention que posent les installations déjà inspectées, ainsi que l'application des critères propres de la Convention aux inspections d'autres sites industriels qui doivent être choisis au hasard pour inspection.

Le système de vérification et de respect de la Convention ne peut pas donner la pleine mesure de ses capacités si les États Membres préoccupés par un non-respect éventuel ne le mettent pas pleinement à profit, y compris par le recours aux inspections sur mise en demeure. Le climat négatif qui accompagne celles-ci a peut-être été la raison principale pour laquelle aucun État Membre n'a pris l'initiative en la matière.

Une inspection sur mise en demeure n'est pas nécessairement une manifestation de méfiance. Bien qu'elle reflète certainement une préoccupation quant au non-respect éventuel, cette préoccupation – suivant sa nature, bien sûr – ne devrait pas nécessairement remettre en cause l'engagement politique de l'État

partie contesté envers la Convention. Je ne comprends pas pourquoi une inspection sur mise en demeure qui ne prouverait pas le non-respect serait considérée comme un échec. Une inspection sur mise en demeure est une mesure qui facilite la confiance mutuelle, et qui devrait être vue sous ce jour.

Quelle que puisse être et que soit l'importance des vérifications, tout ne s'y ramène pas. Malheureusement, depuis quatre ans et demi que la Convention d'interdiction des armes chimiques est entrée en vigueur, l'OIAC n'a pas pu parvenir à un consensus sur le rôle que doit jouer son programme de coopération internationale – qui contribue au développement économique des États parties – afin de promouvoir les buts et objectifs d'ensemble de la Convention.

Il est profondément décourageant d'entendre que la Convention n'est qu'un « traité de sécurité », sans reconnaître en aucune façon l'effet considérable sur la non-prolifération qu'ont les projets de coopération internationale sur le respect de la Convention et sur les progrès vers son universalité. N'affecter que 6 % du budget de l'OIAC aux activités de coopération internationale n'encourage guère les pays en développement à adhérer à la Convention. Heureusement, quelques États parties ont volontairement fourni des fonds modestes pour maintenir un nombre limité de ces projets. Quelles que soient la valeur et l'importance de ces actes volontaires et individuels d'assistance, quelques États ne peuvent pas, et ne devraient pas, indéfiniment combler des lacunes que l'Organisation elle-même doit remplir.

Jusqu'ici, seuls 40 % des États parties ont informé l'OIAC qu'ils mettent en place une législation afin d'appliquer au niveau national le respect des obligations consacrées dans la Convention d'interdiction des armes chimiques. Si cette situation troublante n'est pas corrigée, il est possible que les contrevenants à la Convention échappent aux poursuites même chez des États signataires.

L'OIAC peut et doit faire plus pour fournir des conseils juridiques aux États parties qui n'ont pas encore mis en oeuvre cette législation. J'ai proposé récemment qu'elle lance un programme intensif pour veiller à ce que tous les États parties mettent en place une législation efficace afin de poursuivre les contrevenants à la Convention ressortissants desdits États, offrant ainsi une dissuasion efficace contre ces

activités criminelles. Je suis encouragé par la déclaration qu'a faite à la Première Commission de l'Assemblée Mme Avis Bohlen, Secrétaire d'État adjointe des États-Unis pour la limitation des armements, qui a déclaré essentiel que les États parties

« à la Convention d'interdiction des armes chimiques adoptent des lois nationales et d'autres règlements qui aideront à tenir les matériaux servant à fabriquer des armes chimiques éloignés des mains non autorisées et garantissent des poursuites judiciaires efficaces contre ceux qui fabriquent ou utilisent des armes chimiques. »
(A/C.1/56/PV.5, p. 28)

J'espère que les fonds permettant au Secrétariat de réaliser ce type d'efforts dont l'objectif est d'aider des pays spécifiques se concrétiseront bientôt.

Une situation semblable existe en ce qui concerne les ressources pour aider et protéger les cibles ou les victimes d'attaques éventuelles par des armes chimiques – sous forme de masques à gaz, d'antidotes et de fournitures médicales – conformément aux exigences de la Convention. La majorité des États parties à celle-ci n'ont pas les capacités nationales pour se protéger des attaques chimiques, y compris terroristes. L'OIAC est à présent la seule source internationale établie capable d'assister à cet égard.

Bien que des offres d'assistance aient été faites à l'OIAC par 31 États parties qui ont les ressources et l'expérience requises, de grandes lacunes subsistent. Or, le Fonds volontaire d'assistance, qui est censé les combler, s'élève actuellement à environ 750 000, ce qui suffit à peine à couvrir une opération d'assistance d'un jour ou deux. Le secrétariat estime avec prudence que le montant du Fonds doit au moins décuplé, si l'OIAC doit être à même de coordonner une réaction internationale appropriée à une seule demande d'assistance.

Le niveau d'engagement envers une cause particulière est généralement proportionnel à celui de ressources fournies afin de parvenir à l'objectif souhaité. La tâche de vérification de l'OIAC s'accroît régulièrement depuis 1997, conformément à la Convention, ainsi que les besoins des projets de coopération internationale existants. Le nombre d'installations industrielles passibles d'inspection a augmenté de 4 000 l'an dernier. Mais la valeur des fonds dont a disposé l'OIAC pour chacune des trois dernières années n'a cessé de décroître en termes réels.

La situation est devenue réellement intenable cette année car l'organisation n'a reçu que 54 millions d'euros de rentrées réelles, soit 6 millions d'euros de moins que les 60 millions adoptés dans le budget de l'OIAC. Ce trou de 6 millions d'euros dans les rentrées de l'OIAC représente un tiers de toutes les ouvertures de crédit consacrées à l'exécution des programmes et pour le fonctionnement quotidien du secrétariat.

D'autres ressources sont nécessaires pour payer les coûts liés au personnel. En raison de ce manque à gagner et malgré les coupes radicales dans les dépenses que j'ai ordonnées en m'efforçant de protéger les programmes clefs – vérification ainsi que coopération et assistance internationales – l'OIAC ne pourra mener que 70 % de ses activités d'inspection prévues cette année, lorsqu'on les mesure en journées d'inspecteur. En particulier, cette année, nous ne disposons des fonds nécessaires que pour mener à bien la moitié des inspections planifiées et budgétisées dans l'industrie chimique et dans les installations de stockage des armes chimiques et les anciennes usines de production d'armes chimiques. Nous avons des inspecteurs disponibles, mais nous n'avons pas l'argent en banque.

Les programmes internationaux de coopération ont également été réduits au maximum. Et nous ne pouvons pas simplement licencier nos inspecteurs, comme certains le suggéraient. Ils seraient tous nécessaires, même aujourd'hui, si les fonds suffisants étaient disponibles pour mener à bien les inspections requises. Nous aurons à coup sûr besoin de tous nos inspecteurs et même davantage très bientôt, lorsque le rythme auquel les armes chimiques sont détruites s'accélérera encore.

Nous avons mis en garde nos États parties il y a plus d'un an, avant qu'ils adoptent le budget, de la portée et des conséquences du déficit de cette année. Nous avons souligné qu'il en résulterait que l'exécution des programmes serait gravement affectée. Pourtant, le budget est resté inchangé.

Malheureusement, à de rares exceptions près, nous n'avons reçu aucune aide depuis et nous avons dû faire face seuls aux conséquences de cette situation tout. Nous sommes tout juste parvenus à empêcher l'OIAC de fermer cette année. Je ne suis pas sûr que nous pourrions l'éviter l'an prochain, alors que les problèmes budgétaires ne vont vraisemblablement que s'aggraver. Il est regrettable que l'agent d'exécution d'un des 25 principaux traités de l'ONU doive envoyer

un message si préoccupant à la communauté internationale à l'aube du nouveau millénaire.

Je ne parviens pas à comprendre pourquoi il n'est pas possible de fournir à cette organisation seulement 6 millions d'euros – un montant maigre et pourtant critique – pour un suivi sérieux des armes chimiques et de leur destruction et pour la mise en oeuvre d'un programme crédible de non-prolifération dans l'industrie chimique mondiale, dans le contexte du seul effort multilatéral de désarmement existant qui fonctionne à l'heure actuelle. Voir l'OIAC trébucher à ce moment critique parce qu'elle manque de fonds ne peut servir l'intérêt national d'aucun État Membre, et sûrement pas de l'organisation de la non-prolifération et du désarmement que chaque État Membre s'est engagé à appuyer.

N'est-il pas temps que la communauté internationale se réengage envers les nobles objectifs de la Convention qu'elle a affirmés en 1993, lorsque la CIAC a été signée à Paris, et à nouveau en 1997 lorsqu'elle est entrée en vigueur dans le monde?

Je me redis constamment que ces grandes déceptions doivent être mesurées à l'aune de l'exceptionnelle réussite de la Convention. L'OIAC est en somme occupée à mettre en oeuvre un régime unique, non discriminatoire et multilatéral de désarmement et de non-prolifération d'une portée et d'un perfectionnement sans précédent. La raison pour laquelle elle existe est manifeste : on ne peut tout simplement pas rêver de réussir dans un effort mondial d'une telle ampleur sans un centre de coordination démocratique, sans une instance et un organisme indépendants pour le suivi continu des progrès réalisés et sans une structure organisationnelle multilatérale chargée de prendre des décisions et de passer à la vitesse supérieure, s'il le faut, lorsque l'application du régime l'exige.

L'OIAC est moralement solide aujourd'hui parce que ses États parties sont assurés que les règles et procédures de la Convention s'appliquent de la même manière à tous. Il n'y a pas là de place pour deux poids deux mesures; il n'y a pas de traitement préférentiel. Le professionnalisme et l'impartialité de notre travail d'inspection et de vérification ont constamment attiré des éloges de la part de nos États parties et de la communauté internationale dans son ensemble. L'OIAC dispose d'une concentration inégalée de compétences professionnelles venus de 66 pays sur les

armes chimiques et le fonctionnement de l'industrie chimique, une capacité et une ressource réellement uniques et dont on n'a jamais eu autant besoin qu'aujourd'hui.

Nos succès depuis 1997, notamment en matière de vérification, sont une preuve indéniable que les instruments internationaux multilatéraux de désarmement peuvent fonctionner et fonctionnent très efficacement. L'OIAC a déjà contribué de manière très tangible au renforcement de la sécurité internationale et elle l'a fait pour une fraction de ce qu'auraient coûté les alternatives moins multilatérales. Ce qui est encore plus important est que nous sommes arrivés au résultat d'aujourd'hui par le consensus et la coopération, plutôt que par la pression et la coercition. Et avec un appui plus fort de nos « actionnaires », l'organisation pourra en faire bien davantage et aussi devenir beaucoup plus forte politiquement.

Cent quarante-cinq pays se sont déjà associés à une coalition internationale pour détruire les armes chimiques dans le monde et pour en prévenir la résurgence en quelque endroit que ce soit. Cette coalition existe. Elle doit être consolidée et pleinement utilisée.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

Avant de donner la parole au prochain orateur, je rappelle aux délégations que, par le paragraphe 7 de sa résolution 55/285 du 7 septembre 2001, l'Assemblée générale a décidé que

« Le point relatif à la coopération fera l'objet d'un débat commun, au cours duquel pourront être abordés tous les aspects de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres, ou certains d'entre eux seulement. »

Je donne la parole au représentant de la Guinée équatoriale qui, dans sa déclaration, présentera le projet de résolution A/56/L.25/Rev.1.

M. Ecu Miko (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Au nom des États membres de la Communauté économique des États d'Afrique centrale dont mon pays mon pays, la Guinée équatoriale, exerce actuellement la présidence, j'ai l'honneur et l'agréable devoir de présenter à l'Assemblée le projet de résolution révisé publié sous la cote A/56/L.25/Rev.1, intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations

Unies et la Communauté économique des États d'Afrique centrale ».

Avant d'aborder en résumé le contenu de ce projet de résolution, je voudrais encore exprimer les profonds et sincères remerciements des États membres de la Communauté en général et de la Guinée équatoriale en particulier, pour l'appui massif que l'Assemblée générale a accordé aux résolutions 55/22 et 55/161, du 10 novembre et du 12 décembre 2000, relatives respectivement à l'institutionnalisation de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États d'Afrique centrale et à l'octroi à celle-ci du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale.

Depuis 10 ans, la grande majorité des États membres de la Communauté sont la cible et le centre de conflits politiques, de guerres fratricides et d'actes de déstabilisation permanents qui, d'un jour à l'autre, fauchent non seulement de nombreuses vies innocentes, causent la disparition et les déplacements massifs de populations désespérées mais entraînent également la destruction systématique des économies fragiles des pays affectés et expliquent principalement le dysfonctionnement de leurs institutions constitutionnelles respectives.

À cet égard et afin de mettre un terme à la situation sombre et désespérante dans la sous-région – qui se caractérise essentiellement par la prolongation et la recrudescence de guerres intestines et par la réapparition de nouveaux conflits et de foyers de tensions – le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a répondu favorablement à l'initiative de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest en créant le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale en mai 1992 dont nous louons les travaux accomplis en faveur de la paix, de la gestion et de la prévention des conflits.

Quant à eux, depuis 1999, les chefs d'État et de gouvernement de la sous-région ont manifesté leur ferme volonté et détermination pour relancer la Communauté économique des États d'Afrique centrale en la transformant en un instrument pour la promotion de la paix et de la sécurité dans la sous-région et pour la coopération pour le développement de leurs peuples. Ils entendent également utiliser ces fondations pour trouver le moyen de faire face ensemble aux défis de la mondialisation.

En effet, le Conseil des Ministres de la Communauté économique des États d'Afrique centrale, qui s'est réuni à Malabo, en Guinée équatoriale, du 8 au 9 octobre 2001, a adopté, lors d'une session extraordinaire, le programme d'action du secrétariat général de la Communauté économique des États d'Afrique centrale pour l'exercice biennal 2002-2003. Il envisage, entre autres activités, de rendre opérationnels les organes du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale; de lutter contre les stupéfiants en Afrique centrale et contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre; de prendre des mesures en faveur de la libre circulation; de rendre opérationnel le Réseau de parlementaires; de créer un centre sous-régional pour les droits de l'homme et de la démocratie; de créer un mécanisme autonome de financement de la communauté; de libéraliser le commerce au sein de la Communauté; de tenir des consultations sur des projets sectoriels relatifs à la coopération dans le cadre du processus d'intégration régionale; de créer un réseau pour les femmes en Afrique centrale; de réactiver la Fédération des chambres de commerce au sein de la Communauté; de renforcer la coopération avec d'autres communautés économiques régionales; de préparer des négociations avec l'Union européenne et de coopérer avec le système des Nations Unies, etc.

Il est clair qu'un programme d'action de cette envergure, qui est vraiment ambitieux, ne sera pas mené à bien par la seule volonté politique de ses auteurs; il convient de le conjuguer à l'assistance et à la coopération nécessaires de la communauté internationale, d'autant qu'il s'agit d'une sous-région, qui est riche en ressources naturelles mais souffre aussi de troubles politiques de tous types.

Le rapport du Secrétaire général intitulé « Plan de campagne pour la mise en oeuvre de la Déclaration du Millénaire » (A/56/326) reflète avec justesse et éloquence les stratégies en cours pour la réalisation de ces objectifs, parmi lesquels, à la page 48, celui « d'appuyer pleinement les structures politiques et institutionnelles des démocraties naissantes en Afrique » et, à la page 49, d'« encourager et soutenir les mécanismes régionaux et sous-régionaux de prévention des conflits et de promotion de la stabilité politique, et [d']assurer un financement régulier aux opérations de maintien de la paix menées sur le continent ».

La teneur du rapport du Secrétaire général dans le document A/56/301 et ses notes reflètent la nature embryonnaire des relations institutionnelles établies il y a un an entre la Communauté économique des États d'Afrique centrale et le système des Nations Unies. C'est sur cette base que nous avons le plaisir de présenter à l'Assemblée le projet de résolution A/56/L.25/Rev.1 dont le préambule reprend une fois de plus les éléments principaux sur lesquels se fonde la coopération, tant bilatérale que multilatérale, avec la Communauté économique des États d'Afrique centrale afin de garantir la paix, la sécurité et la stabilité de la sous-région et d'assurer le développement économique, politique, social et culturel de ses peuples par le biais d'un mécanisme conçu pour rétablir l'état de droit, la démocratie, le respect des droits de l'homme et la prise de conscience des défis et des possibilités qu'offre la mondialisation et la libéralisation des économies des pays de la sous-région.

Le dispositif du projet de résolution prend note du rapport du Secrétaire général; remercie pour l'assistance offerte à la Communauté; souligne l'importance d'une coopération appropriée entre le système des Nations Unies, notamment les institutions de Bretton Woods et la Communauté économique des États d'Afrique centrale; et exhorte les États Membres et la communauté internationale à contribuer aux efforts de la Communauté afin de progresser dans les processus d'intégration et de développement économiques, d'encourager la démocratie et les droits de l'homme et de consolider la paix et la sécurité en Afrique centrale.

Par ailleurs, le projet de résolution exhorte l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale à contribuer à renforcer les moyens existants dans la région pour s'assurer que la Communauté a la capacité nécessaire de prévention, de surveillance, d'alerte précoce et d'opérations de maintien de la paix pour appuyer la création de zones économiques spéciales et de couloirs de développement avec la participation du secteur privé.

Enfin, le projet de résolution demande au Secrétaire général de continuer à intensifier les contacts avec la Communauté afin d'encourager et d'harmoniser la coopération avec les institutions et de rendre compte sur l'application de la présente résolution, dont nous espérons qu'elle sera adoptée par consensus à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale.

Au nom des auteurs et des partenaires de l'Afrique centrale, j'aimerais, avant de conclure, annoncer que le projet de résolution révisé a fait l'objet d'ajouts au paragraphe 7 du dispositif, à savoir : « ... en particulier en vue de renforcer le rôle des femmes dans le processus de développement ». Après cela, le paragraphe 9 du dispositif disparaît automatiquement du texte révisé.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Inde qui va présenter le projet de résolution A/56/L.35.

M. Bishnoi (Inde) (*parle en anglais*) : La nécessité d'établir une coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire est plus évidente aujourd'hui que jamais. Des solutions durables à l'énorme éventail de défis et de problèmes que rencontrent la plupart des sociétés exigent que l'on défende la démocratie, la tolérance et le respect de la diversité. Ce sont ceux qui cherchent à renverser ces principes qui cherchent également à frapper les sociétés qui en font leurs objectifs les plus élevés.

Par son attachement à la Déclaration universelle sur la démocratie et la promotion de systèmes pluralistes de gouvernements représentatifs, l'Union interparlementaire peut être un allié important de l'Organisation des Nations Unies pour relever les défis que connaît la communauté mondiale aujourd'hui.

Nous sommes vraiment reconnaissants de voir que le rapport du Secrétaire général fait apparaître une coopération croissante et mutuellement bénéfique entre l'ONU et l'Union interparlementaire (UIP). Les deux organisations partagent des préoccupations communes : la démocratie, le respect des droits de l'homme, la croissance économique équitable, le développement durable, le progrès social et l'établissement de la paix et de la sécurité internationales. L'ONU et l'UIP ont donc beaucoup à s'apporter mutuellement. Les parlements et l'Union interparlementaire joindre l'action mondiale à l'action locale. En mobilisant l'opinion publique, ils peuvent contribuer à ménager un appui national à la coopération internationale.

J'ai l'honneur de présenter, au nom des autres co-auteurs, le projet de résolution A/56/L.35, sur la « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire ». Outre celles qui sont citées dans le document A/56/L.35, les délégations suivantes se sont portées coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Algérie, Andorre,

Argentine, Azerbaïdjan, Bélarus, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Égypte, Émirats arabes unis, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Ghana, Grèce, Îles Marshall, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Jordanie, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Maurice, Mexique, Monaco, Mozambique, Namibie, Nauru, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République de Moldova, Saint-Marin, Sénégal, Slovaquie, Tadjikistan, Turquie, Viet Nam et Zambie.

Dans le dispositif de la résolution, l'Assemblée générale se félicite des efforts déployés pour rechercher les moyens d'établir une relation nouvelle et renforcée entre l'ONU et l'Union interparlementaire et encourage les États Membres à poursuivre leurs consultations. Elle se félicite également des efforts déployés par l'UIP pour que les parlements apportent une contribution et un appui accrus à l'ONU et demande que les liens de coopération entre les deux organisations soient encore resserrés.

Nous espérons que le projet de résolution pourra être adopté par consensus, comme les autres textes semblables des années précédentes.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de Nauru, qui va présenter, au cours de sa déclaration, le projet de résolution A/56/L.29.

M. Clodumar (Nauru) (*parle en anglais*) : Nauru a l'honneur de présenter le projet de résolution A/56/L.29 au titre du point 21 de l'ordre du jour, intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique », au nom des auteurs, et en sa qualité, en particulier, de Président du groupe des pays du Forum des îles du Pacifique représentés à l'Organisation des Nations Unies. J'informe les membres que depuis la publication du document, les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution A/56/L.29 : Barbade, Bélarus, Cambodge, Canada, Chili, France, Irlande, Japon, Malaisie, Norvège, Pakistan, Philippines, Portugal et Royaume-Uni. Je tiens à exprimer les sincères remerciements du groupe aux pays qui ont décidé de se porter coauteurs du projet.

Le Forum des îles du Pacifique entretient des liens privilégiés avec l'Organisation des Nations Unies

de par son statut d'observateur à l'Assemblée générale et au sein des fonds et programmes des Nations Unies opérant dans la région. Depuis 10 ans, ces liens évoluent vers plus de confiance et de détermination pour renforcer la coopération dans des domaines comme la pêche, les petites entreprises, le commerce, les droits de l'homme, la démocratie, la consolidation de la paix et la gestion des océans. Le Forum et ses pays membres se félicitent de ce que l'ONU peut faire et a fait pour notre région et nous souhaitons continuer, en partenariat, à proposer notre savoir-faire et nos ressources pour une meilleure collaboration avec l'ONU et pour servir l'ensemble de la communauté internationale.

Alors que le Forum, principal organe multilatéral de la région du Forum des îles du Pacifique, célèbre son trentième anniversaire cette année, les exigences de ses membres et des membres de la communauté internationale se sont également accrues, orientant du même coup les interventions requises par l'organisation. Cette confiance s'est illustrée, notamment, dans les initiatives et les décisions politiques contenues dans diverses déclarations et communiqués du Forum des îles du Pacifique.

Comme je l'ai dit au Bureau en septembre, les pays membres du Forum ont demandé l'inscription de ce nouveau point à l'ordre du jour de l'Assemblée. C'est l'occasion d'examiner les questions spéciales et les menaces naissantes pour les pays du Forum des îles du Pacifique. Cela permet aussi de nous engager encore plus à faciliter un dialogue plus large entre l'ONU et le Forum.

Dans le projet de résolution A/56/L.29, l'Assemblée salue les efforts déployés en vue d'instaurer une coopération plus étroite entre l'Organisation des Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique, et se félicite notamment de l'assistance accordée par l'ONU aux fins du maintien de la paix et de la sécurité dans notre région. L'Assemblée affirme également qu'il faut renforcer la coopération qui existe déjà dans le domaine du développement économique et social comme dans celui des affaires politiques et humanitaires.

L'Assemblée prierait instamment les institutions spécialisées et autres organismes et programmes des Nations Unies de continuer de coopérer avec le Secrétaire général pour renforcer la coordination des activités liées à l'ONU dans le Pacifique. Cela sera

encore plus important à l'approche de l'examen décennal des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui doit se tenir à Johannesburg l'an prochain, et de l'examen quinquennal de la Déclaration du Sommet du Millénaire.

Nous saluons les efforts du Secrétaire général, M. Kofi Annan, pour rassembler différentes organisations régionales au sein de la famille des Nations Unies et pour faire progresser notre volonté politique commune de mettre en oeuvre les résultats des conférences mondiales récentes, du cinquantenaire de l'ONU et du Sommet du Millénaire.

Enfin, nous nous engageons à jouer notre rôle; nous espérons que par ce partenariat de coopération et d'amitié, nous pourrions travailler ensemble à réaffirmer et enrichir nos efforts collectifs de consolidation d'une paix durable et d'édification d'un développement viable pour nos pays et toute la région du Forum des îles du Pacifique. C'est une occasion que nous ne pouvons manquer.

Nous sollicitons l'appui de l'Assemblée afin qu'elle adopte le projet de résolution par consensus. Nous restons déterminés à apporter notre contribution à sa mise en oeuvre.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M. Mircea Geoana, Ministre des affaires étrangères de la Roumanie.

M. Geoana (Roumanie) (*parle en anglais*) : Je me félicite de cette occasion de prendre la parole devant l'Assemblée générale aujourd'hui en ma qualité de Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Je viens à New York au lendemain du neuvième Conseil des ministres de l'OSCE, qui s'est tenu à Bucarest les 3 et 4 décembre.

Avant d'aborder la question générale de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'OSCE, je voudrais dire quelques mots des résultats de cette réunion de Bucarest, dont le thème principal a été inévitablement la guerre au terrorisme. Au lendemain des attaques barbares du 11 septembre, l'OSCE a fait écho aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité en condamnant ces attaques comme une menace dangereuse à notre sécurité et notre stabilité, ainsi qu'à nos valeurs communes. Reflétant la détermination de l'OSCE à contribuer aux efforts

internationaux de lutte contre le terrorisme, le Conseil ministériel de l'OSCE a adopté le 4 décembre un plan d'action d'envergure à cet égard.

Comme je l'ai reconnu dans mon allocution d'ouverture au Conseil, l'OSCE n'est pas l'organisation clé de lutte contre le terrorisme. Mais nous pouvons jouer un rôle dans la prise en charge des causes profondes – à savoir les faiblesses politiques, sociales et économiques de la société que les idéologies extrémistes exploitent. Dans le cadre du Plan d'action de Bucarest, les États de l'OSCE s'engagent à élargir les activités existantes qui contribuent à la lutte mondiale contre le terrorisme et à renforcer la coopération bilatérale et multilatérale au sein de l'OSCE et avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales.

L'OSCE apportera son aide aux États participant à la mise en oeuvre de conventions et de protocoles internationaux contre le terrorisme; elle développera ses activités pour promouvoir les droits des personnes issues de minorités nationales et prendra des mesures pour prévenir et réprimer le financement d'activités terroristes – par exemple, par la formation du personnel national du secteur financier aux questions liées à la lutte contre le terrorisme.

D'autres propositions d'action préventive contre le terrorisme comprennent un appui concret aux États de l'OSCE à travers les institutions existantes, dont l'appui à la capacité des États dans l'application des lois et le renforcement des cadres et institutions juridiques nationaux qui assurent la primauté du droit, ainsi que le fait de faciliter une surveillance accrue des frontières en cas de nécessité. Les États de l'OSCE sont également attachés à des mesures visant à prévenir le mouvement d'individus ou de groupes terroristes, comme celles qui assurent la sécurité des pièces d'identité et des documents de voyage, et empêchent leur falsification et leur usage frauduleux.

L'OSCE et l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime organiseront une conférence internationale sur le terrorisme les 13 et 14 décembre à Bichkek, à l'invitation du Gouvernement kirghize. La Conférence internationale de Bichkek sur le renforcement de la sécurité et de la stabilité en Asie centrale : renforcement des efforts d'ensemble pour lutter contre le terrorisme, constituera la première occasion de

discuter de l'application du Plan d'action de Bucarest, notamment en ce qui concerne l'appui pratique aux États de l'OSCE en Asie centrale.

Nous avons demandé au Secrétariat de diffuser à l'Assemblée la Déclaration ministérielle et les autres décisions et déclarations approuvées à Bucarest par le Conseil ministériel de l'OSCE. Elles reflètent les principales préoccupations de la présidence et des États membres de l'OSCE durant l'année écoulée et orientent les activités futures. Par souci d'efficacité, je ne vais pas les résumer, mais les détails figurent dans le texte qui est distribué à l'Assemblée. Nous avons été encouragés de voir un consensus se faire sur tant de documents à Bucarest, ce qui semble illustrer le nouvel esprit de solidarité et de détermination, apparu depuis le 11 septembre.

S'agissant des domaines d'intérêt commun et des activités pour l'ONU et l'OSCE, je voudrais, sur la base de notre expérience à la présidence, traiter brièvement de ce que nous avons réalisé cette année et faire quelques suggestions sur ce qui pourrait et devrait être encore fait pour renforcer nos efforts communs.

L'ONU et l'OSCE ont des objectifs communs sur de nombreuses questions. Nos priorités sont de construire un monde plus sûr et plus prospère où les droits de l'homme sont respectés, les inégalités économiques corrigées, où les conflits peuvent être empêchés et les conflits existants maîtrisés et réglés par un règlement négocié.

Il existe des avantages considérables à une division rationnelle du travail sur la base des atouts respectifs de chaque organisation. L'avantage de l'OSCE tient à sa spécialisation dans la construction de la démocratie, à ses activités de terrain et à la souplesse et à la rapidité de sa réaction. Nous avons la chance d'avoir l'appui d'institutions spécialisées en droits de l'homme, en minorités nationales et en liberté des médias qui agissent pour promouvoir la primauté du droit et les institutions démocratiques, et construire des sociétés multiethniques. Nous sommes uniques dans la mesure où nous avons un réseau de missions sur le terrain, actives sur un grand nombre de questions, depuis l'observation d'élections et les réformes judiciaires jusqu'au contrôle des frontières et à la formation de la police.

La coopération établie entre l'ONU et l'OSCE au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine et en Géorgie illustre la complémentarité de nos deux organisations.

Je considère notre activité commune au Kosovo comme un modèle régional d'efficacité. Notre coopération dans la préparation des élections, le mois dernier, pour un gouvernement autonome provisoire, au titre de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, a été exemplaire. À la suite du succès de M. Haekkerup dans la mise au point de l'Accord-cadre, notre Mission a été chargée de l'enregistrement des partis politiques et des électeurs, qu'elle a réalisé en dépit de délais stricts. En outre, elle a excellemment organisé les élections au nom de la communauté internationale. Grâce à nos efforts concertés, nous avons pu assurer que la nouvelle Assemblée soit représentative de toutes les communautés vivant au Kosovo. Les minorités non albanaises ont obtenu un pourcentage appréciable des votes, ce qui leur garantit une représentation à l'Assemblée de 120 sièges au-delà des 20 sièges accordés dans le cadre de l'Accord-cadre.

L'Assemblée est au courant, d'après les précédents rapports de l'OSCE, de la réussite de l'École du service de police du Kosovo, par laquelle la Mission de l'OSCE assure une formation de police, alors que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo est chargée du déploiement. À ce jour, l'École du service de police du Kosovo a assuré une formation de base à près de 4 000 agents de police recrutés localement. Ce sont des mesures importantes vers la réconciliation et l'intégration. Le défi pour l'ONU et l'OSCE est à présent d'encourager le développement d'institutions autonomes, transparentes et responsables.

En Bosnie-Herzégovine, nous travaillons encore sur la mise en place d'institutions solides. Un domaine particulier d'activité a été notre assistance à la préparation d'une nouvelle loi électorale qui a depuis été adoptée et appliquée afin que les futures élections soient organisées sous l'égide de la nouvelle Commission électorale. Nous participons activement aux discussions, présidées par le Bureau du Haut Représentant, sur la rationalisation de la présence civile internationale en Bosnie-Herzégovine en vue de renforcer la coordination et l'efficacité. Nous appuyons pleinement ce processus et souhaitons travailler avec le Bureau du Haut Représentant notamment à une coopération plus étroite dans les activités de terrain.

Une question qui m'importe beaucoup : qui succédera au Groupe international de police ? En tant que Président en exercice de l'OSCE, je ne peux qu'être partial. Mais le succès des activités de police

de l'OSCE, non seulement au Kosovo, mais plus récemment au sud de la Serbie et aujourd'hui en ex-République yougoslave de Macédoine, m'a convaincu que l'OSCE pourrait également jouer un rôle semblable en Bosnie-Herzégovine. Nous avons une expérience avérée dans ce domaine dans l'ouest des Balkans. Nos programmes sont un élément très important des mesures de confiance dans la région. Nous venons de décider de créer un poste de Haut Conseiller de police au secrétariat de l'OSCE. Nous disposons d'un système d'équipes d'experts d'assistance et de coopération rapides, qui peut identifier le personnel de terrain et le mettre rapidement à pied d'œuvre. En outre, nous sommes assez souples pour travailler avec d'autres partenaires, tels que les États-Unis et l'Union européenne.

En Géorgie, où l'OSCE travaille avec l'ONU, il y a eu des faits positifs vers le règlement du conflit Géorgie-Osetie méridionale, à la suite d'une réunion d'experts à Bucarest en septembre, mais une solution globale reste à trouver. L'opération de surveillance des frontières en Géorgie fonctionne bien. Le Conseil permanent à Vienne a été chargé par les ministres des affaires étrangères de l'OSCE d'explorer des propositions en vue d'élargir l'opération de surveillance des frontières à la région frontalière d'Ingushetia en Fédération de Russie. Les ministres de l'OSCE ont appelé à un règlement global sur le statut de l'Abkhazie, où la situation des droits de l'homme est préoccupante. Nous sommes heureux que les Gouvernements géorgien et russe aient convenu de créer une commission mixte pour enquêter sur les bombes, signalées dans la vallée de Pankisi.

L'attention internationale portée à l'Asie centrale s'est accrue depuis le 11 septembre. Les États d'Asie centrale membres de l'OSCE sont préoccupés depuis un certain temps par la menace sur leur sécurité née de la situation en Afghanistan. Je pense qu'il est temps pour la communauté internationale d'accorder plus d'attention et de ressources à cette région, et cela devra continuer même après le règlement de la situation actuelle en Afghanistan. Les dernières nouvelles des pourparlers de Bonn sont encourageantes. J'ai suggéré à la réunion du Conseil ministériel de Bucarest que nous explorions la façon dont nous pourrions aider à mettre au point un concept de société dans la région, qui aborderait les problèmes de sécurité, de démocratisation et de croissance économique. Créer un « partenariat de modernité » pour les États d'Asie

centrale et leurs voisins immédiats serait utile à la collaboration entre l'ONU et l'OSCE.

L'ONU et l'OSCE partagent le même intérêt dans d'autres domaines importants. Je vais à présent parler d'un effort très important que nous avons fait l'an dernier pour assurer que de bonnes conditions existent en vue du retour rapide et sûr des réfugiés et des personnes déplacées. Nous suivons de près les progrès réalisés par ledit retour dans l'ouest des Balkans, y compris les mesures de restitution des biens. En ex-République yougoslave de Macédoine, nos observateurs ont commencé récemment à suivre le retour de la police dans les villages affectés par le conflit cette année, afin que les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays ne craignent pas de rentrer chez eux. Nous travaillons de près dans ce domaine avec les représentants sur le terrain du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

La menace transfrontalière à la sécurité et à la croissance économique que pose la criminalité organisée exige une coopération étroite aux niveaux régional, interrégional et international, surtout que les liens entre elle et le financement de groupes terroristes deviennent plus apparents. À l'OSCE, nous cherchons à inciter les États membres à faire plus d'efforts pour remédier à ces tendances négatives au plan national et en coopération avec d'autres.

À l'OSCE cette année, l'accent mis sur la bonne gouvernance et la transparence avait pour objectif de trouver des solutions à la corruption qui non seulement empêche le développement d'une prospérité économique et sociale généralisée, mais permet également à la criminalité organisée de s'épanouir impunément.

Je voudrais dire quelques mots sur la coopération entre l'ONU et l'OSCE. La présidence roumaine, motivée par une conviction profonde de la nécessité de la complémentarité, de la synergie et d'une nette répartition des tâches, a tenu absolument cette année à renforcer l'interaction entre l'OSCE et ses principaux partenaires, ONU, Union européenne, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et Conseil de l'Europe.

Nous nous félicitons du dernier rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre de la résolution 55/179 de l'Assemblée générale. Nous sommes particulièrement heureux du nombre accru de

réunions entre les agents de l'ONU et de l'OSCE, à commencer par mes propres entretiens avec le Secrétaire général et le Conseil de sécurité.

Les leçons que nous avons tirées des conflits et des crises dans la zone de l'OSCE ont souligné la nécessité d'une coopération plus étroite et plus efficace entre toutes les organisations qui oeuvrent ensemble en Europe.

La coopération appuyée par l'ONU entre l'OTAN, l'Union européenne et l'OSCE est un élément fondamental de la stabilisation des Balkans occidentaux. Le système de consultation et de coordination entre la communauté internationale en ex-République yougoslave de Macédoine, mis en place pour les besoins de la cause, a joué un rôle critique dans le règlement de la crise cette année. Les consultations entre l'OSCE, l'Union européenne, l'OTAN et le HCR se poursuivent à mesure qu'avance le processus de réconciliation et d'édification d'une société pluriethnique.

Mais la coordination et la coopération entre les organisations internationales devraient dépasser la gestion des crises pour s'intéresser à la prévention des conflits par l'édification de démocraties, d'économies et de sociétés solides. Le Secrétaire général Kofi Annan, a déclaré au paragraphe 6 de son dernier rapport sur l'activité de l'Organisation (A/56/1) :

« La prévention des conflits revêt une importance capitale et exige une compréhension approfondie des motifs et de la dynamique de l'affrontement armé. La crédibilité de l'Organisation en tant que moyen d'agir dans ce domaine ne saurait procéder que de l'efficacité avec laquelle elle s'attaque aux causes profondes de la belligérance. »

Notre expérience cette année à la présidence de l'OSCE montre que, pour s'attaquer aux causes profondes, il faut appliquer de manière plus cohérente les normes relatives à la primauté du droit et aux droits de l'homme, en particulier celles qui ont trait à l'intégration des minorités ethniques et religieuses; aux efforts accrus pour réduire les disparités économiques en appuyant des politiques économiques avisées, étayées par la bonne gouvernance et la transparence; et aux mécanismes efficaces de coopération régionale. Cet effort exige une stratégie concertée.

Il nous faut un processus net de consultation entre l'OSCE et nos organisations partenaires, en particulier l'ONU, l'OTAN et l'Union européenne. Nos efforts collectifs dans les Balkans occidentaux pourraient servir de modèle pour introduire de nouvelles méthodes de consultation, et notre expérience commune pourrait nous aider utilement à décider de la meilleure manière d'élargir notre partenariat à des activités dans d'autres zones de l'espace OSCE : Europe de l'Est, Caucase et, bien sûr, Asie centrale.

Les procédures en place pourraient être développées et élargies. Je propose un certain nombre de mesures supplémentaires de coopération entre l'ONU et l'OSCE : création d'un mécanisme efficace d'échange d'informations sur les crises potentielles et les enseignements tirés de missions communes sur le terrain; échange d'agents de liaison; formation commune du personnel en matière d'alerte rapide et de prévention; mise au point d'indicateurs communs d'alerte rapide; et établissement d'une base de données sur les capacités de prévention des conflits de l'ONU et des organisations régionales telles que l'OSCE.

Pays qui a fait la dure expérience d'un processus difficile de transition politique et économique, la Roumanie est profondément convaincue de la vocation pluridimensionnelle de l'OSCE. Nous espérons que notre présidence de l'OSCE en 2001 aura confirmé la capacité de la Roumanie de promouvoir la confiance et la stabilité en Europe, et sa contribution active à la consolidation d'une communauté d'États stables et prospères, sur la base du respect de valeurs démocratiques communes. Nous comptons continuer à participer activement à la troïka de l'OSCE.

La délégation roumaine auprès de l'Organisation des Nations Unies coopère étroitement avec les délégations des autres pays de la troïka de l'OSCE – l'Autriche et le Portugal et, à partir du 1er janvier, les Pays-Bas – et avec d'autres délégations qui s'intéressent à la préparation d'un projet de résolution sur la coopération entre l'ONU et l'OSCE, sur la base des documents de la réunion à Bucarest du Conseil ministériel. Je voudrais demander leur appui à tous les Membres de l'ONU pour que cette résolution soit adoptée par consensus.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de la Lituanie pour qu'il présente le projet de résolution A/56/L.31.

M. Šerkšnys (Lituanie) (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi que de présenter le projet de résolution A/56/L.31 intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe », présenté conjointement par le groupe des 4 L : Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg et Lituanie.

Je voudrais aussi remercier les autres auteurs du projet de résolution pour leurs contributions et leur appui. Je voudrais annoncer que, depuis sa publication, les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution A/56/L.31 : Belgique, Colombie, Grèce, Irlande, Japon, Nauru, Pays-Bas et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Depuis longtemps, le Conseil de l'Europe promeut avec succès l'unité entre ses membres sur la base des valeurs communes de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit. Il a apporté une contribution précieuse à la promotion et au renforcement des buts et principes de l'ONU dans la région européenne.

Depuis 1989, le Conseil de l'Europe comprend la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, dont le mien, et les appuie dans leurs efforts de mise en oeuvre et de consolidation de leurs réformes politiques, juridiques et administratives. Avec l'adhésion de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan au début de l'année, l'organisation compte désormais 43 États membres. Elle est donc devenue une véritable organisation paneuropéenne.

La Lituanie a assumé la présidence du Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 8 novembre et ce, jusqu'à mai 2002. À ce titre, elle s'efforcera de poursuivre et de renforcer le dialogue et les actions complémentaires entre l'ONU et le Conseil de l'Europe. Nous encouragerons un échange de vues régulier sur les questions liées à la lutte contre le terrorisme et à sa prévention, à la lutte contre la criminalité organisée et au blanchiment d'argent. On encouragera également une coordination intensive en matière d'établissement de normes pour une démocratie pluraliste et le respect des droits de l'homme.

L'un des grands domaines de coopération entre les deux organisations est celui de la protection et de la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales. À cet égard, une coopération importante et étroite s'est développée, notamment avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les

réfugiés et le Haut Commissariat aux droits de l'homme. Le Conseil de l'Europe contribue aux travaux de l'ONU en apportant sa compétence en matière de renforcement des droits de l'homme, de démocratie et d'état de droit, et en participant aux programmes éducatifs sur les droits de l'homme. Tout aussi importante est la coopération pragmatique au niveau technique, y compris les activités d'assistance communes dans les questions telles que la formation aux droits de l'homme du personnel des missions sur le terrain, la prévention du trafic des femmes et des jeunes filles, etc. Le Conseil de l'Europe continue de contribuer aux grandes manifestations en faveur des droits de l'homme organisées par l'ONU. L'an dernier, nous avons déjà salué les activités du Conseil en préparation de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Désormais, le Conseil de l'Europe est prêt à donner suite, au niveau européen, en faisant appliquer les principes pertinents. Nous pensons que l'organisation contribuera beaucoup à la prochaine session extraordinaire de l'ONU consacrée aux enfants, ainsi qu'au Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg.

Le Conseil de l'Europe a aussi apporté un soutien important à la mise en place de la Cour pénale internationale. Le 10 octobre, le Comité des Ministres a adopté une déclaration appelant tous les États membres, candidats et observateurs, qui ne l'ont pas encore fait, à adhérer dès que possible au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et à adapter leur législation en conséquence.

Par ses travaux, le Conseil de l'Europe a apporté une contribution précieuse à la prévention des conflits et au renforcement de la paix, ainsi qu'au renforcement de la paix après conflit à long terme, grâce à des réformes politiques et institutionnelles. Dans ce but, il coopère étroitement avec l'ONU, avec ses institutions spécialisées, et organismes, de nombreuses manières. Je voudrais aussi noter la contribution active du Conseil de l'Europe à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), notamment en ce qui concerne les droits de l'homme, en particulier les droits des minorités, la réforme de la justice, l'éducation, l'inscription des populations, et l'héritage culturel. À la demande de la MINUK et de l'OSCE, le Conseil de l'Europe a assumé la responsabilité de l'observation du processus électoral,

tant pour les élections municipales de septembre 2000, que pour les élections due 17 novembre à l'Assemblée.

Je voudrais aussi évoquer la contribution importante du Conseil de l'Europe au rétablissement de l'ordre public, à la mise en place d'institutions démocratiques, et à la protection des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, et sa contribution importante au Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est.

À la suite des événements du 11 septembre, le Conseil de l'Europe a vite réagi en convenant d'une série de mesures initiales pour renforcer sa propre action dans la lutte contre le terrorisme. En qualité d'organisation qui, depuis 1949, se consacre aux droits de l'homme, à l'état de droit, et à la démocratie pluraliste, le Conseil de l'Europe est, de par sa nature même, une organisation déterminée à lutter contre le terrorisme, qui rejette ces trois valeurs fondamentales en ayant recours à la violence.

Lors de sa réunion du 8 novembre, le Comité des Ministres a décidé de renforcer le cadre juridique mis en place par le Conseil de l'Europe pour lutter contre le terrorisme, et les formes de criminalité connexes. Il a été décidé, entre autres, d'ouvrir la Convention européenne pour la répression du terrorisme aux États observateurs, et d'exhorter les États Membres à signer et à ratifier toutes les Conventions pertinentes, et à respecter leurs réserves. Le Comité a aussi adopté une nouvelle convention sur la cybercriminalité qui, par la suite, a été ouverte à la signature le 23 novembre lors d'une cérémonie à Budapest. Cet instrument et d'autres concernant la lutte contre le terrorisme sont ouverts aux États de toutes les régions. De plus, le Comité des ministres a mis en place un groupe multidisciplinaire sur l'action internationale contre le terrorisme, chargé de faire des propositions en vue d'améliorer les instruments existants, tout en assurant leur harmonie globale avec les normes élémentaires du Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme et l'état de droit.

Le Conseil de l'Europe apportera aussi son expérience et son savoir-faire à la promotion d'un large dialogue interculturel et interconfessionnel, afin de permettre à notre société de parvenir à une meilleure cohésion, et à réduire les risques de malentendu. À cette fin, il participera, avec l'ONU et d'autres organisations internationales, à la promotion du dialogue entre les civilisations. Il fera usage de ses ressources particulières et de sa portée paneuropéenne, et il prendra en compte, en particulier, les résolutions

du Conseil de sécurité 1368 (2001) et 1373 (2001), que les ministres des affaires étrangères du Conseil de l'Europe ont accueilli avec satisfaction, et qui doivent être appliquées sans retard.

Il importe que des échanges réguliers aient lieu entre l'ONU, l'OSCE, et le Conseil de l'Europe sur des questions d'intérêt commun, en particulier concernant l'action en ce domaine. C'est pourquoi a été mise en place la pratique des réunions tripartites de haut niveau entre le Bureau de l'ONU à Genève, l'OSCE et le Conseil de l'Europe. Ma délégation attache une grande importance à ces réunions, qui devraient garantir l'efficacité, et éviter les efforts superflus.

Pour terminer, je voudrais exprimer ma certitude que l'Assemblée générale accueillera avec satisfaction la large coopération qui grandit entre l'ONU et le Conseil de l'Europe. Cela est fidèlement traduit dans le projet de résolution A/56/L.31 sur la coopération entre les deux organisations. Ma délégation recommande vivement l'adoption de ce texte sans vote.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Tadjikistan, qui présentera, au cours de sa déclaration, le projet de résolution A/56/L.32.

M. Alimov (Tadjikistan) (*parle en russe*) : Au nom des auteurs du projet de résolution A/56/L.32, et en ma qualité de représentant des États membres de l'Organisation de coopération économique, c'est pour moi un grand honneur que de présenter ce projet de résolution intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique ».

Il importe de souligner que, depuis l'adoption de la résolution précédente de l'Assemblée sur le sujet, la coopération entre l'ONU et l'Organisation de coopération économique a continué de s'intensifier le plus largement. Cela atteste bien du fait que, d'un côté, l'Organisation de coopération économique est devenue une communauté efficace d'États ayant des objectifs socioéconomiques communs. Cela montre également l'intérêt croissant de la communauté internationale dans les régions où se situent l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, la République islamique d'Iran, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Pakistan, le Tadjikistan, la Turquie, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

Le projet de résolution qui nous est soumis indique qu'un des principaux buts de l'ONU et de

l'Organisation de coopération économique est de promouvoir la coopération internationale dans la recherche de solutions aux problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire. Il exprime de vives préoccupations devant la sécheresse généralisée et ses effets dévastateurs sur la situation sociale et économique de certains États membres de l'organisation.

Le projet de résolution souligne à quel point il importe de renforcer la coopération visant à tenir le pari de la mondialisation et à tirer parti des possibilités qu'elle offre dans la région de l'Organisation de coopération économique en favorisant l'intégration des États membres à l'économie mondiale. Il note avec satisfaction que la coopération entre le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation de coopération économique s'intensifie, et il se félicite de la coopération accrue entre l'Organisation de coopération économique et le Centre du commerce international, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et l'Organisation mondiale du commerce. Le projet de résolution se félicite aussi de la coopération intensifiée entre l'Organisation de coopération économique et les institutions financières internationales, ainsi que des efforts des États membres de l'Organisation de coopération économique pour ouvrir aux passagers internationaux la grande ligne du réseau ferroviaire transasiatique.

Le document fait l'éloge de la résolution de l'Organisation des Nations Unies 55/181, en date du 21 décembre 2000, qui porte sur la situation en matière de transit des États sans littoral d'Asie centrale et des pays en développement de transit qui sont leurs voisins. Il note les problèmes de plus en plus grands que posent la production, le trafic et l'abus des stupéfiants ainsi que leurs incidences négatives sur la région, et invite les organisations internationales et régionales pertinentes à apporter leur concours, selon qu'il sera utile, à l'Organisation de coopération économique dans la lutte qu'elle mène contre la menace que font peser les stupéfiants sur la région.

Le projet de résolution salue la coopération qui s'est établie entre l'Organisation de coopération économique et le Centre de prévention de la criminalité internationale. Il note également avec satisfaction le resserrement des liens culturels à l'intérieur de la région sous les auspices de l'Institut culturel de l'Organisation de coopération économique, et soutient

les efforts entrepris en vue de promouvoir le riche patrimoine culturel et littéraire de la région, avec l'aide éventuelle de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres organisations intéressées.

Le document invite l'Organisation des Nations Unies à continuer d'offrir une assistance technique aux États membres de l'Organisation de coopération économique et à son secrétariat pour renforcer leur système d'alerte rapide, leur planification préalable et leur capacité de réaction immédiate face aux catastrophes naturelles afin d'en réduire le coût en pertes humaines et en effets socioéconomiques. Le document prie le Secrétaire général de présenter, à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale, un rapport sur l'application de la présente résolution et souhaite qu'elle inscrive à l'ordre du jour provisoire de ladite session une question intitulée « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique ».

Les auteurs expriment leur reconnaissance aux délégations de l'Union européenne et des États-Unis, qui ont apporté une contribution précieuse à l'élaboration de ce projet de résolution et espèrent qu'il sera adopté par consensus.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Liban, qui, dans son intervention, présentera le projet de résolution A/56/L.34.

M. Tadmoury (Liban) : Je voudrais tout d'abord m'associer à ceux qui m'ont précédé pour exprimer notre profonde gratitude au Secrétaire général pour la qualité et l'exactitude de son rapport intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la francophonie ». Je voudrais également remercier le Secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), M. Boutros Boutros-Ghali, pour les efforts qu'il déploie toujours pour promouvoir à la fois le rôle de l'OIF et le développement de ses relations avec l'Organisation des Nations Unies.

Il ne fait pas de doute que le Liban a pris toutes les dispositions pour être prêt à accueillir, dans les meilleures conditions la neuvième Conférence des chefs d'État et de gouvernement ayant le français en partage, et qui devait se tenir les 26, 27, et 28 octobre dernier. Mais comme vous le savez, les consultations menées par le Secrétaire général de l'OIF comme suite

aux incertitudes suscitées par l'évolution de la situation internationale, ont regrettamment abouti au report du Sommet à l'automne 2002.

Le Liban, à ce propos, assure qu'il est déterminé à tout faire pour qu'à l'automne prochain nous puissions tous débattre à Beyrouth du thème du « Dialogue des cultures », qui se pose avec d'autant plus d'acuité face aux risques d'intolérance, de blocage et de repli, plus particulièrement après le drame du 11 septembre passé.

Il me fait grand honneur de présenter maintenant, au nom du groupe francophone, le projet de résolution A/56/L.34, intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la francophonie ». Il convient de signaler que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution A/56/L.34 : Chypre, l'Égypte, la Hongrie, la Barbade, l'Albanie, l'Angola et l'Ukraine.

Heureusement, cette coopération entre l'ONU et l'OIF n'a cessé d'embrasser non seulement les préoccupations des pays membres de la francophonie, mais celles des organisations non gouvernementales, intergouvernementales et régionales, également.

Le projet de résolution dont nous sommes saisis porte sur plusieurs volets.

Sur le plan politique, la coopération entre la francophonie et l'Organisation des Nations Unies s'accroît davantage, et prend la forme des consultations régulières entre les deux secrétariats respectifs des deux organisations, et ces consultations se déploient dans différentes directions.

Dans cet esprit de coopération, l'OIF participe de plus en plus aux travaux des Nations Unies, comme elle l'a fait à la quatrième Réunion du haut niveau entre l'ONU et les organisations régionales qui s'est tenue à New York les 6 et 7 février 2001. Durant cette réunion, l'OIF a apporté une contribution valable à la coopération internationale en matière de la consolidation de la paix dans toutes ses formes.

Depuis le huitième Sommet de Moncton au Canada, l'OIF a élargi ses interventions politiques dans le but de faciliter le règlement des conflits aux différents pays africains, et a encouragé la promotion de l'état de droit, la démocratie, le respect des droits de l'homme ainsi que la prévention des conflits.

Sur le plan économique, social et culturel, l'OIF et l'ONU ont accéléré le rythme de leur coopération qui s'est manifesté par une collaboration étroite dans le domaine de l'assistance technique pour le développement économique et social, surtout dans les pays les moins avancés.

L'OIF a participé activement aux réunions spécialisées qui se sont tenues au sein de l'Organisation des Nations Unies, dans le but de promouvoir le rôle de la femme dans la société civile, conformément aux engagements pris au Sommet de Beijing.

Il m'est encore utile de souligner que la coopération entre l'OIF et les organisations spécialisées dans le domaine de l'éducation, la science et la culture a donné des résultats fructueux et s'est intensifiée : s'agit-il par exemple, de l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie, de la participation active de l'UNESCO aux activités culturelles de la francophonie aux universités francophones en Afrique et au Liban. Ces exemples de coopération reflètent l'attachement de l'ONU et de l'OIF aux valeurs que défendent ces deux organisations au service du développement économique et social et de la diversité culturelle.

Qu'il me soit permis de relever qu'il y a besoin que la coopération entre l'OIF et les institutions spécialisées, et les fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que les commissions régionales, notamment la Commission économique pour l'Afrique, devrait se resserrer dans un prochain avenir, en faveur de l'élimination de la pauvreté, de l'énergie, du développement durable, de l'éducation, de la formation et du développement des nouvelles technologies de l'information, comme stipule le paragraphe 14 du présent projet de résolution.

Le Liban souhaite vivement voir se renforcer la coopération entre l'ONU et l'OIF et s'étendre de plus en plus à un nombre croissant et diversifié des domaines. C'est dans cette perspective que ma délégation invite l'Assemblée générale à apporter son appui à ce projet de résolution.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Égypte qui va présenter le projet de résolution A/56/L.26.

M. Aboul Gheit (Égypte) (*parle en arabe*) : Au nom des États membres de la Ligue des États arabes, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution figurant au document A/56/L.26 sous le point 21 e) de l'ordre du jour, « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes ».

J'aimerais informer l'Assemblée générale que l'ex-République yougoslave de Macédoine s'est portée coauteur du projet de résolution.

La Ligue des États arabes, fondée en même temps que l'ONU, en mars 1945, s'enorgueillit de l'étroitesse des liens entre les deux organisations, permettant ainsi la coopération et la coordination nécessaires, en vertu de l'Article 8 de la Charte des Nations Unies. Ces relations ont progressé depuis que l'Assemblée générale a adopté par consensus, à sa quarante-huitième session, la résolution sur la coopération entre les organisations. À l'heure actuelle, les relations entre l'ONU et la Ligue des États arabes connaissent une grande diversification des domaines de coopération. Les questions d'intérêt commun sont surtout celles liées à la paix et à la sécurité internationales.

À cet égard et dans le cadre des événements actuels dans les territoires arabes occupés, nous estimons qu'il y a lieu de renforcer cette coopération et que l'ONU contribue davantage à mettre un terme à l'agression continue menée contre le peuple palestinien par les forces d'occupation israéliennes, ainsi qu'à l'occupation des terres arabes.

En outre, il convient d'accroître d'urgence la coopération entre l'ONU et la Ligue des États arabes, dans les domaines économique, social et du développement, notamment afin d'accélérer ce dernier, dans le monde arabe, et de réaliser les objectifs communs aux deux organisations.

Les alinéas du préambule du projet de résolution réaffirment que les deux organisations souhaitent resserrer encore les liens qui existent entre elles dans tous les domaines et poursuivre la coopération afin de servir les fins communes aux deux organisations. Pour ce qui est du dispositif du projet de résolution, au paragraphe 3, l'Assemblée générale

« sait gré au Secrétaire général des mesures qu'il a prises pour donner suite aux propositions adoptées lors des réunions tenues par les représentants des Secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes des

Nations Unies et les représentants du Secrétariat général de la Ligue des États arabes et de ses organisations spécialisées, notamment lors de la réunion générale sur la coopération tenue du 17 au 20 juillet 2001 ».

Les paragraphes du dispositif préconisent le renforcement de la coopération dans les domaines politique, économique, social, culturel et humanitaire, et invitent toutes les institutions spécialisées et autres programmes des Nations Unies à continuer de donner à la Ligue des États arabes leur appui et leur coopération et à renforcer la capacité des États membres de la Ligue, notamment dans le domaine des technologies de l'information. Le paragraphe 6 f) demande également aux institutions spécialisées et autres organismes et programmes des Nations Unies d'informer le Secrétaire général, le 30 juin 2002 au plus tard, des progrès accomplis quant à ces objectifs.

J'aimerais, au nom du Groupe arabe, appeler l'Assemblée générale, qui représente la communauté internationale, à appuyer la coopération entre la Ligue des États arabes et l'Organisation des Nations Unies, et à adopter par consensus le projet de résolution dont nous sommes saisis.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de la Zambie qui va présenter le projet de résolution A/56/L.37.

M. Musambachime (Zambie) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand plaisir d'avoir cette occasion de présenter, au nom de l'Organisation de l'unité africaine et du Groupe africain, le projet de résolution sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, publié sous la cote A/56/L.37. D'emblée, je souhaite exprimer ma sincère reconnaissance à nos partenaires en coopération pour leurs contributions à la rédaction de ce projet de résolution, notamment l'Union européenne, le Japon, la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique.

Ce projet de résolution contient des éléments d'une résolution antérieure à ce sujet, tout en reflétant des questions neuves telles que la création de l'Union africaine et la transition de l'Organisation de l'unité africaine/Communauté économique africaine vers l'Union africaine; le lancement de la Nouvelle Initiative africaine qui s'appelle maintenant le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique; l'engagement de l'Afrique pour lutter contre

le terrorisme, prévu dans la Convention de l'OUA sur la prévention du terrorisme et la lutte contre le terrorisme, adoptée à la trente-cinquième session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA en juillet 1999.

Le projet de résolution insiste sur la nécessité de renforcer la coopération et la coordination entre l'OUA et l'ONU dans les domaines de la paix et de la sécurité, en particulier en ce qui concerne la prévention des conflits, le maintien et le rétablissement de la paix, la reconstruction après les conflits, l'édification de la paix, l'appui aux processus de démocratisation et la bonne gouvernance. Si l'on n'examine pas correctement ces éléments et si on ne les met pas en oeuvre, le développement durable et la croissance économique de l'Afrique, ainsi que l'allègement et l'élimination de la pauvreté, resteront des vœux de l'esprit.

Le projet de résolution sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine est présenté à votre examen, et nous espérons bien qu'il sera adopté par consensus.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Indonésie qui, au cours de son intervention, présentera le projet de résolution A/56/L.38.

M. Soeriaatmadja (Indonésie) (*parle en anglais*) : C'est vraiment un plaisir pour ma délégation de prendre la parole lors des travaux de la présente Assemblée générale sur le point 21 de l'ordre du jour intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et autres ».

La coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales est de la plus haute importance, notamment parce que les défis qui se posent à l'humanité ne peuvent être de la seule responsabilité de l'ONU. En raison de son manque de ressources, l'ONU n'a pas toujours été capable de traiter des questions qui sont cruciales pour la communauté internationale.

La pertinence des organisations régionales pour le règlement des conflits est indéniable car elles occupent une place unique pour traiter des problèmes propres à une région. La réussite des efforts régionaux dépendra non seulement des bonnes relations entre les États membres de ces organisations, mais aussi et surtout de l'engagement politique concomitant de chaque État de

la région sans exception, ainsi que de l'appui général de la communauté internationale par le biais de l'ONU.

L'histoire de l'ONU est parsemée de plusieurs cas de coopération heureuse. Pour répondre à la crise haïtienne en 1992-1993, par exemple, l'Organisation des Nations Unies a coopéré avec l'Organisation des États américains. Dans les années 90, l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont ensemble oeuvré pour rétablir la paix en Somalie, au Libéria, au Burundi, en Érythrée, au Malawi et au Rwanda. À la même période, l'Organisation a coopéré avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe face aux conflits en Bosnie-Herzégovine, en Géorgie et au Kosovo.

L'importance de cette coopération s'est vu accorder plus de poids lorsque les dirigeants du monde, dans la Déclaration du Millénaire, ont réitéré leur engagement à l'appui de la coopération. Ma délégation appuie les stratégies pour le renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales, décrit dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Plan de campagne pour la mise en oeuvre de la Déclaration du Millénaire ».

Nous nous félicitons également des principes et mécanismes suggérés pour la coopération entre l'ONU et les arrangements organisationnels régionaux dans le domaine du maintien de la paix, élaborés par le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Ma délégation continue de voir la nécessité d'étudier davantage les modalités de la coopération dans le contexte de l'intermultilatéralisme naissant et en respectant l'esprit du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Cette étude supplémentaire pourrait être menée, entre autres, sur la base d'une désignation par le Conseil de sécurité et par la sous-traitance et le partenariat.

J'en viens à des aspects particuliers de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et autres qui intéressent ma délégation. En ce qui concerne la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain, le Conseil de l'Europe, la Ligue des États arabes, la Communauté économique des États d'Afrique centrale, l'Organisation de coopération économique, l'OSCE, l'OUA et le Forum des îles du Pacifique, nous croyons que cette coopération

contribuera à la croissance économique et à la stabilité politique de leurs régions respectives.

L'Indonésie a appuyé les efforts de l'ONU pour traiter des conflits dans différentes régions en contribuant activement en personnel aux missions de l'ONU dans ces régions. En Afrique, elle a participé aux Missions de l'ONU en Sierra Leone et en République démocratique du Congo, et en Europe, en Bosnie-Herzégovine et en Géorgie.

L'Indonésie accorde une attention particulière à la coopération entre l'ONU et le Forum des îles du Pacifique. Nous l'appuyons pleinement et nous sommes très heureux d'être un des auteurs du projet de résolution sur cette question. L'Indonésie a également été active dans ce Forum en tant que partenaire du dialogue post-session du Forum.

Pour la coopération entre l'ONU et l'Union interparlementaire, nous croyons qu'elles peuvent travailler collectivement pour chercher des solutions aux défis économiques et sécuritaires naissants qui sont lancés et pour esquisser un meilleur avenir pour toute l'humanité par la création d'une nouvelle famille des nations qui défende les buts et principes de la Charte des Nations Unies. Nous sommes d'avis que des engagements synchronisés de l'ONU et de l'UIP s'imposent pour établir un plan d'action cohérent face aux questions communes.

L'Indonésie se félicite de l'initiative du Secrétaire général, expliquée dans son rapport intitulé « Plan de campagne pour la mise en oeuvre de la Déclaration du Millénaire », de procéder à un examen conjoint avec l'Union interparlementaire de l'Accord de coopération conclu entre ces organisations en 1996. En ce qui concerne la stratégie d'engagement accru des parlements dans les questions de fond traitées à l'ONU, à notre avis, une étude supplémentaire de ses modalités demeure impérieuse.

Pour ce qui concerne la coopération entre l'ONU et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), ma délégation est d'avis que l'Accord régissant les relations entre l'ONU et de cette Commission, adopté le 15 juin 2000, a mis en place des fondations importantes pour améliorer les liens et l'interaction entre ces deux organisations indépendantes. De meilleures relations pourraient faciliter la réalisation du but principal du Traité – c'est-à-dire contribuer efficacement à la prévention de la

prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects et à la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

L'idée est répandue parmi les États signataires que la pleine appartenance de l'OTICE au Comité administratif de coordination non seulement facilitera la coordination et la coopération entre la Commission préparatoire de l'OTICE et la grande famille des Nations Unies, mais permettra également à ladite Commission de contribuer pleinement à l'effort commun de la communauté internationale pour mettre en oeuvre la Déclaration du Millénaire.

Ma délégation partage l'idée qu'à un moment d'inquiétude croissante quant à la prolifération des armes de destruction massive, les rapports de la Commission préparatoire de l'OTICE devraient être particulièrement pertinents pour les délibérations de l'Assemblée générale. Nous estimons important que l'Assemblée reçoive régulièrement des rapports sur les progrès et les activités de ladite Commission.

Avant de conclure, en sa qualité de Présidente de la Commission préparatoire de l'OTICE, ma délégation a l'honneur et le plaisir de présenter à cette séance plénière le projet de résolution publié sous la cote A/56/L.38 et relatif à la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire. Il est de pure procédure et servirait de base pour que l'OTICE présente son rapport d'activité à l'Assemblée générale à sa session de l'an prochain. Nous espérons qu'il aura l'appui unanime des États Membres.

M. Baali (Algérie) : La coopération entre l'ONU et l'ensemble des organisations régionales est désormais examinée à compter de cette session sous un même point de l'ordre du jour. Tout en souscrivant à cette réforme dont le but est de rationaliser les travaux de l'Assemblée générale et de lui assurer davantage d'efficacité, ma délégation voudrait insister, sur l'intérêt et l'importance que doit continuer de revêtir ce point de l'ordre du jour de nos travaux.

Il y a quelques jours nous avons, dans le cadre du point relatif aux causes des conflits en Afrique, examiné les rapports du Groupe de travail et du Secrétaire général sur la question. Ma délégation a, à cette occasion, apporté sa contribution en exposant de manière relativement détaillée la problématique de la paix et du développement dans le continent africain à la lumière des recommandations contenues dans le

rapport du Secrétaire général sur les causes de conflits en Afrique. Je me limiterai donc aujourd'hui à l'examen du bilan de certains aspects saillants de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, en particulier sous l'angle institutionnel.

L'examen des questions relatives à la coopération entre les deux organisations intervient au cours de cette session dans un contexte particulier où la transition en cours de l'OUA vers l'Union africaine, s'inscrit en tête des axes de coopération entre les deux organisations. La naissance l'Union africaine, constitue un événement historique en ce qu'elle constitue un nouveau cadre que les Africains se sont donnés, près de 40 années après l'adoption de la Charte de l'OUA, pour la promotion d'une coopération multiforme et une intégration effective à l'échelle continentale.

Nous enregistrons avec satisfaction à ce propos, la disponibilité de l'ONU dont le Secrétaire général fait part au paragraphe 4 de son rapport, pour examiner avec l'OUA les moyens de l'assister dans la mise en place du nouveau cadre structurel de l'Union africaine. Les pays africains, qui sont actuellement engagés dans une oeuvre collective aussi exaltante qu'exigeante, attendent naturellement un appui substantiel de la part des Nations Unies et des autres regroupements régionaux, afin de leur permettre de tirer amplement profit de leurs expériences et d'entrer ainsi dans la nouvelle Union avec le maximum de chances de succès.

Le trente-septième Sommet de l'OUA, tenu en juillet dernier à Lusaka, ayant décidé l'entrée en vigueur de l'Union africaine à compter du prochain Sommet, les prochains mois s'avèrent donc cruciaux pour la mise en place des structures prioritaires parmi les 17 organes identifiés par l'Acte constitutif de l'Union africaine, à savoir la Conférence de l'Union, le Conseil exécutif, le Comité des Représentants permanents et la Commission. Nous sommes d'autant plus confiants quant aux perspectives de coopération entre les deux organisations que celles-ci ont déjà acquis un capital d'expérience et de connaissance mutuelles appréciable. En témoignent les nombreuses réunions de coordination entre les deux institutions et en particulier celles tenues sur une base régulière chaque année entre les Secrétaires généraux des deux organisations. Nous appelons, à ce propos, au renforcement de ces consultations et à la consolidation du Bureau de liaison de l'ONU auprès de l'OUA à

Addis-Abeba, et ce compte tenu du rôle de premier ordre que cette structure joue dans la coordination et la circulation de l'information entre les deux organisations, notamment dans le cadre de la coopération entre les deux institutions en matière de paix et de sécurité sur le continent. Il s'agit là, en fait, du plus important secteur de cette coopération où nous avons pu réaliser, ces dernières années, ensemble, quelques progrès.

Le déploiement de quatre missions de maintien de la paix sur le continent, à savoir la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (UNAMSIL), la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et la Mission des Nations Unies en Éthiopie et Érythrée (MINUEE) et les résultats encourageant obtenus jusque là, témoignent à nos yeux d'une évolution positive de la prise en charge effective des questions de paix et de sécurité en Afrique. Qu'il s'agisse du Plan de règlement au Sahara occidental, des Accords de Lomé et d'Abuja pour la Sierra Leone, de l'Accord de paix de Lusaka pour le conflit en République démocratique du Congo ou des Accords d'Alger entre l'Éthiopie et l'Érythrée, la coordination et la coopération entre l'ONU et l'OUA a été déterminante pour l'aboutissement des efforts de paix engagés souvent par les dirigeants africains.

Quant aux composantes de ces Missions, il y a lieu de noter l'importante participation des contingents africains à leurs forces militaires, ce qui montre, si nécessaire, que les Africains contribuent effectivement à cet effort collectif de la communauté internationale. Une plus grande assistance technique et logistique dans ce domaine de la part des pays développés est cependant nécessaire et souhaitable.

Tout en réitérant la responsabilité première des Nations Unies et du Conseil de sécurité, en particulier, dans le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, il nous semble nécessaire que les deux organisations puissent engager une réflexion commune sur le statut et le niveau de coordination sur le terrain entre les missions déployées par le Conseil de sécurité, et les organes institués par les parties dans le cadre des Accords de paix, tels que la Commission militaire mixte auprès de la MONUC, en République démocratique du Congo et les observateurs de l'OUA auprès de la MINURSO.

Il y a lieu de rappeler également les efforts menés inlassablement par l'Algérie alors à la tête de l'OUA, lors du conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée afin de mettre fin à la guerre entre ces deux pays frères et de jeter les bases d'un règlement politique juste et durable entre eux. Tout au long de ce laborieux processus, qui a conduit aux Accords d'Alger des 18 juin et 12 décembre 2000, l'Algérie et l'OUA qui avaient pu compter sur le soutien des partenaires tels que les États-Unis et l'Union européenne, ont régulièrement coordonné leur action avec celle de l'ONU. La célérité avec laquelle le Conseil de sécurité avait agi, en adoptant la résolution 1312 instituant la Mission des Nations Unies en Éthiopie-Érythrée (UNMEE), dès le 31 juillet 2000, soit moins d'un mois après la signature de l'Accord d'Alger, illustre clairement le niveau de coordination et de concertation entre les deux organisations. La mise en place de la Commission de coordination militaire, conformément à l'Accord de cessation des hostilités, et l'appui logistique accordé par l'UNMEE aux observateurs de l'OUA, permet aux deux organisations de conjuguer leurs efforts en vue de régler les problèmes militaires sur le terrain et d'entretenir des conditions favorables pour l'aboutissement du processus politique.

S'agissant du plan de règlement ONU/OUA sur le Sahara occidental, nous tenons à rappeler l'importance particulière que l'Afrique accorde à sa mise en oeuvre intégrale et de bonne foi par les deux parties au conflit au Sahara occidental, jusqu'à l'organisation du référendum d'autodétermination qui en constitue l'aboutissement logique. L'OUA a d'ailleurs réitéré, avec constance, cette position lors de ses différents sommets annuels.

Je voudrais me tourner maintenant vers un autre secteur, celui de la coopération en matière de développement économique et social. Ce secteur, il faut l'avouer d'emblée, a réalisé peu de progrès en dépit de l'engagement renouvelé de la communauté internationale de venir en aide à l'Afrique. L'ampleur des besoins du continent africain en la matière et la stagnation, voire la réduction des ressources des agences et programmes du système des Nations Unies, constituent les raisons les plus saillantes de ce manque de progrès. Si les pays africains ont entrepris de relever les défis du sous-développement, de la pauvreté, des maladies et des conflits, ils ne peuvent à l'évidence le faire sans le soutien du système des Nations Unies, y

compris les institutions de Bretton Woods, et de la communauté internationale dans son ensemble.

Même si certaines bonnes performances ont été enregistrées ça et là, la situation générale du continent, qui abrite le quart des personnes vivant sous le seuil de la pauvreté, demeure à maints égards inquiétante. Or d'après des études récentes, pour juguler la tendance actuelle du continent et atteindre les objectifs de développement que la communauté internationale s'est fixés à l'horizon 2015, l'Afrique doit s'assurer un taux de croissance annuelle de 7 % durant les 10 prochaines années. C'est dire l'ampleur des défis à relever au moment où l'aide au développement, déjà maigre, continue de reculer d'année en année, que la dette africaine enregistre de nouveaux records et que la pandémie du VIH/sida est loin de refluer.

La revue finale du Nouvel Ordre du jour pour le développement de l'Afrique dans les années 90, programmée pour l'année prochaine offre sans nul doute la possibilité à l'ONU, aux pays africains et à leurs partenaires de développement de procéder à une évaluation sans complaisance de l'action entreprise depuis 10 ans dans le cadre de cette initiative. Nous souhaitons, à cette occasion, que soient examinées les causes pour lesquelles cet ambitieux programme n'a pas abouti et que soient tirées toutes les leçons de ce qu'il faut bien appeler un échec.

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), adopté lors du dernier Sommet de l'OUA, qui constitue un cadre approprié et rénové pour la relance de la coopération entre l'Afrique et ses partenaires, autorise l'espoir que les inconvénients des anciennes initiatives seront dépassés. Le large soutien international dont bénéficie déjà cette initiative authentiquement africaine, réaffirmé lors du dernier Sommet du Groupe des Huit et de la dernière rencontre à Bruxelles entre des représentants de l'Union européenne et de l'OUA, augure de perspectives prometteuses en faveur de l'Afrique.

À ce propos, l'ONU peut et doit jouer un rôle de premier plan pour à la fois renforcer les capacités institutionnelles de l'Afrique et mobiliser le soutien international nécessaire pour le succès du NEPAD. C'est d'ailleurs dans cette perspective que nous envisageons la coopération entre l'ONU et l'Union africaine dans les années à venir.

Quant à la contribution proprement dite de l'ONU aux projets de développement en Afrique, celle-

ci continuera d'être tributaire des ressources que ses agences et programmes pourront mobiliser à l'avenir en faveur du continent africain et qui ont représenté, dans le passé, le talon d'Achille de la coopération entre l'OUA et l'ONU. C'est du reste le même problème que rencontre un autre secteur de la coopération entre l'OUA et l'ONU, à savoir l'action humanitaire.

En raison des conflits, des catastrophes naturelles et de l'expansion de l'aire de la pauvreté, l'Afrique continue d'abriter un grand nombre de réfugiés, même si celui-ci a relativement baissé et se situe aujourd'hui autour de 7 millions. L'absence d'infrastructures et de moyens adéquats pour faire face aux flux de réfugiés et aux catastrophes naturelles rend la prise en charge de telles situations par les seuls moyens des pays hôtes quasiment impossible.

Nous tenons, à cet égard, à reconnaître le rôle vital que joue le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, particulièrement en Afrique. Les contacts et la coopération permanente que le HCR entretient avec l'OUA montrent l'intérêt et l'importance qu'il accorde aux questions humanitaires sur le continent.

Il convient cependant d'observer que le problème des ressources continue de se poser avec acuité et que les contributions faites à la suite des appels humanitaires globaux en faveur de l'Afrique n'ont, à ce jour, jamais atteint les trois quarts des ressources nécessaires. Nous encourageons l'OUA et le HCR à renforcer leur coopération en vue de la mise en oeuvre, notamment, du plan global adopté par la trente-septième session du Conseil des ministres de l'OUA et de l'accord signé par les deux organisations le 9 avril 2001. Aux pays donateurs nous lançons un appel pour qu'ils fassent montre de davantage de générosité afin que l'action humanitaire de l'ONU en Afrique ne soit pas astreinte à opérer des choix aussi douloureux que difficiles.

Telles sont les quelques réflexions que ma délégation souhaitait partager avec l'Assemblée au lendemain de l'Assemblée du Millénaire et à la veille du lancement de l'Union africaine que nous voulons être un gage de la volonté renouvelée des États africains de se prendre en charge et d'assumer leurs responsabilités à l'égard de leurs peuples, et d'ouvrir un nouveau chapitre dans la coopération avec le reste de l'humanité.

M. Kafando (Burkina Faso) : Il y a un an, en prélude au Sommet du Millénaire, les présidents des parlements nationaux de presque tous les pays se sont retrouvés dans cette même enceinte pour rappeler à la conscience universelle que l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire, par-delà leurs différences organiques et structurelles, n'en poursuivent pas moins le même objectif qui est de promouvoir, par le dialogue et les moyens diplomatiques, un monde de justice et de paix. Au demeurant, en signant en 1996 un accord de coopération avec l'Union interparlementaire, l'Organisation des Nations Unies a reconnu explicitement cette réalité et marqué ainsi sa volonté de créer un partenariat avec l'organisation parlementaire mondiale, en vue d'une synergie d'action dans divers domaines, notamment la paix et la sécurité, le développement économique et social, le droit international et les droits de l'homme, la démocratie et la parité entre les sexes.

Les résolutions 55/2 du 8 septembre 2000 et 55/19 du 8 novembre 2000, portant toutes deux sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire, constituent un début de concrétisation de la coopération souhaitée et nous devons nous en féliciter car nous sommes certainement sur la bonne voie.

L'action diplomatique que mènent sur la scène internationale l'UIP et ses membres que sont les parlements nationaux est aujourd'hui une réalité. Elle est une réalité au regard des prises de positions de l'Union et de ses membres sur les grands défis qui mobilisent les efforts de la communauté internationale. En effet, qu'il s'agisse de la question de la paix et de la sécurité, des questions de développement et d'environnement, des questions de santé, telle la pandémie du sida, qu'il s'agisse des problèmes de société, telle la situation des groupes sociaux à haut risque comme les femmes et les enfants, ou qu'il s'agisse des questions de politique générale, comme la démocratisation de la société, la défense et la promotion des droits de l'homme, l'UIP et les parlements nationaux jouent, autant que faire se peut, leur rôle dans la recherche de réponses appropriées aux différentes préoccupations. C'est dire, donc, que l'Union ne ménage aucun effort pour conjuguer ses actions avec celles des États, des organisations non gouvernementales et surtout avec celles des Nations

Unies, en vue de relever les défis qui se posent à l'humanité.

De par les thèmes traités et, surtout, de par la pertinence des résultats de ses travaux, la 106e Conférence de l'Union interparlementaire, que vient d'abriter mon pays du 9 au 15 septembre 2001, constitue, une parfaite illustration de la dynamique diplomatique en vigueur dans l'organisation mondiale des parlements. Et ma délégation est persuadée que cette dynamique diplomatique pourrait utilement soutenir les actions et les efforts de l'ONU.

Le projet de résolution portant coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire, que nous soutenons vigoureusement et dont nous sommes co-auteur, confèrera incontestablement une dimension parlementaire à certaines actions de l'ONU. Une chose est certaine : nous ne pouvons plus ignorer la « diplomatie parlementaire », qui s'impose désormais comme une réalité. Il est, par conséquent, urgent et indispensable que l'ONU accorde le statut d'observateur permanent à l'Union interparlementaire.

De ce point de vue, le Burkina Faso déplore les attermoissements qui ont relégué la prise de décision sur cette importante question à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale. Le seul avantage de cela est que le délai ainsi laissé aux États Membres les conduira, dans leur réflexion, à mieux comprendre l'extrême nécessité de conférer enfin à l'Union parlementaire, qui a largement fait la preuve de sa crédibilité, le statut d'observateur permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies – avec, évidemment, toutes les prérogatives pouvant lui permettre de jouer le rôle d'une véritable assemblée consultative de l'Organisation des Nations Unies.

M. De Ruyt (Belgique) : J'ai l'honneur de parler au nom de l'Union européenne. Les pays d'Europe centrale et orientale, associés à l'Union européenne – la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie – et les pays associés, Chypre, Malte et la Turquie, ainsi que l'Islande, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen, se rallient à cette déclaration.

Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de vous exprimer ma satisfaction de voir ces résolutions rassemblées sous un seul et même point de l'ordre du

jour, reprenant le thème général de la coopération entre les Nations Unies et les organisations régionales et autres. Nous estimons en effet que le regroupement de ces résolutions, qui envisagent chaque organisation individuellement, nous permet de mener un unique débat d'ensemble sur ce thème plutôt que plusieurs débats particuliers, qui nous empêchent de dégager une politique globale des Nations Unies en cette matière. Il s'agit ici d'un pas en avant dans nos efforts visant à revitaliser l'Assemblée générale.

Le thème de la coopération avec les organisations régionales est un thème de plus en plus récurrent dans les différents organes des Nations Unies. Dans un nombre toujours plus élevé de leurs actions sur le terrain, les Nations Unies font appel à la coopération de ou des organisations régionales concernées, entre autres, parce que ces organisations peuvent, dans certains domaines, apporter une expertise complémentaire à celle des Nations Unies.

J'aimerais remercier le Secrétaire général pour les rapports individuels qu'il a soigneusement rédigés au sujet de la collaboration entre les Nations Unies et les organisations concernées. Ces rapports nous permettent d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution de ces relations, mettant en avant ses points forts, mais aussi ses points faibles. Ils constituent sans nul doute l'outil privilégié qui nous permet d'améliorer nos programmes de collaboration.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de faire un bref détour vers les organisations régionales avec lesquelles les Nations Unies ont particulièrement augmenté leur coopération ces derniers temps.

En ce qui concerne l'Organisation de l'unité africaine, le rapport du Secrétaire général relève à juste titre que le programme de coopération entre l'ONU et l'OUA est ambitieux. Nous nous réjouissons du fait que non seulement ce programme a été suivi mais que sa portée a de plus été élargie et précisée. Vu qu'à l'heure actuelle, plus d'un tiers des pays africains sont ou ont été impliqués dans des conflits armés, il est dès lors extrêmement positif de voir que les consultations entre les deux organisations sur les sujets africains sont devenues traditionnelles. D'ailleurs, l'OUA est elle-même en pleine évolution pour former l'Union africaine, évolution chaleureusement accueillie par l'Union européenne.

La coordination entre l'ONU et l'OUA en matière de prévention de conflits, ainsi que l'articulation de

leur action en matière de résolution des conflits, commencent à prendre forme. Ceci constitue une avancée considérable, même s'il reste des progrès à accomplir en la matière, notamment sur le plan opérationnel. Les deux actions de maintien de la paix qu'elles entretiennent conjointement pour l'instant permettent un optimisme prudent. En tout état de cause, il est souhaitable que l'ONU capitalise sur ces deux expériences pour soutenir plus systématiquement la construction d'une capacité pour l'OUA de répondre aux crises politico-militaires.

Un nouvel élan a été donné par l'Afrique au développement de son continent par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et nous nous en félicitons. Il s'agit non seulement d'un effort émanant de l'Afrique pour résoudre les problèmes africains, mais aussi d'une initiative dont les objectifs sont clairs et qui place la démocratie, la transparence, la bonne gestion publique, l'autorité de la loi ainsi que les droits de l'homme comme facteurs fondamentaux de développement. L'Afrique reste un continent prioritaire pour l'Union : nous en sommes le premier bailleur de fonds et le premier partenaire commercial. Le partenariat stratégique entre l'Europe et l'Afrique a été réaffirmé et consolidé en avril 2000 à l'occasion du Sommet Afrique-Europe du Caire. L'Union européenne se réjouit du succès de la Conférence ministérielle Afrique-Europe à mi-parcours, organisée suite à ce Sommet, sous les auspices de l'OUA et de l'Union européenne à Bruxelles en octobre dernier. Elle se félicite par ailleurs que la mise en oeuvre du Plan d'action du Caire ait progressé et apportera sa contribution pour que, dans le cadre des mécanismes existants, cet élan se poursuive en vue du prochain sommet Afrique-Europe, prévu pour 2003.

Monsieur le Président, au vu de l'implication et de l'investissement des États membres de l'Union européenne dans l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, vous comprendrez l'importance que nous attachons à sa coopération avec les Nations Unies. Traditionnellement, l'OSCE a choisi une approche pragmatique dans ses relations avec les organisations internationales actives dans sa zone. Au début de cette semaine, les États membres de l'OSCE se sont rencontrés au niveau ministériel à Bucarest et ont notamment examiné l'avancement de la Plate-forme pour la sécurité coopérative, adoptée à Lisbonne en 1996, qui vise à resserrer la coopération entre l'OSCE et d'autres organisations internationales sur le

terrain. En ce qui concerne les Nations Unies, nous avons pu constater cette année encore que la coopération se faisait toujours plus étroite et dynamique. Je citerai pour exemples de coopération les Balkans, la Géorgie ou encore le Tadjikistan où des actions de prévention de conflit, d'alerte précoce, de gestion de crises et de réhabilitation ont été menées à bien.

Lors de cette même réunion ministérielle, l'OSCE a adopté une décision sur la lutte contre le terrorisme qui vise, entre autres, à assurer la mise en oeuvre des décisions des Nations Unies en cette matière. Elle s'est engagée en outre à renforcer et à développer sa collaboration avec les Nations Unies dans la lutte contre le terrorisme. En outre, les deux organisations peuvent optimiser les synergies existantes dans d'autres champs d'action, comme les droits de l'homme ou le renforcement des valeurs démocratiques de manière générale. L'OSCE et les Nations Unies entretiennent une collaboration pratique et efficace. Les deux États membres de l'Union européenne, qui présideront l'OSCE pour 2002 et 2003, s'assureront de sa continuité.

L'Union européenne attache une grande importance au renforcement de la coopération entre l'ONU et les parlements nationaux par le biais de l'Union interparlementaire. Elle se réjouit des initiatives prises par les deux organisations pour que les parlements apportent leur contribution aux grandes manifestations organisées par l'ONU, ainsi que l'action menée par les parlements sous la houlette de l'UIP en vue d'appuyer ou de compléter les travaux de l'ONU.

L'Union européenne souscrit pleinement aux déclarations de l'Assemblée du Millénaire et de la Conférence des Présidents de séance des parlements nationaux sur la nécessité de resserrer les relations entre l'ONU et l'UIP. Elle remercie le Secrétaire général pour les recommandations intéressantes contenues dans son rapport sur la coopération entre les deux organisations. L'Union européenne regrette que, en dépit d'un consensus clair parmi les États Membres, l'Assemblée générale n'ait pas pu prendre de décision sur l'octroi d'un nouveau statut à l'Union interparlementaire. Elle espère que dans un avenir proche, l'Assemblée générale prendra des mesures concrètes visant à renforcer la coopération entre les deux organisations, y compris concernant le statut que mérite l'UIP.

L'Union européenne se félicite que la coopération entre les Nations Unies et l'Organisation internationale de la Francophonie ait poursuivi sa consolidation l'année dernière. Cette coopération couvre désormais un nombre croissant de domaines dans lesquels les deux organisations ont un intérêt commun. Elle est marquée par une saine conscience de leurs avantages comparatifs respectifs et par un souci constant de complémentarité, tant dans le domaine politique qu'économique, social et culturel.

L'Union se réjouit que le séminaire de Bamako de novembre 2000 sur le bilan des pratiques de la démocratie ait associé l'ONU à ses travaux. Elle se félicite que cette coopération dans la promotion de la démocratie, et en particulier du fait qu'une série de mesures ait été arrêtée en mars 2001 en vue de renforcer la coopération entre l'Organisation internationale de la Francophonie et la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques du Secrétariat.

Les Nations Unies et le Conseil de l'Europe ont bon nombre de valeurs en commun, dont celles de la promotion des droits de l'homme, de la démocratie pluraliste et de la stabilité. La coopération entre ces deux organisations tombe dès lors sous le sens lorsque l'on considère l'expertise acquise par le Conseil de l'Europe dans les domaines des droits de l'homme, des institutions démocratiques et de l'état de droit. On sait, par ailleurs, que les États membres de l'Union européenne s'investissent énormément dans les travaux de cette organisation et c'est donc avec grand enthousiasme que nous considérons cette coopération.

Cette coopération s'est traduite par bon nombre d'initiatives qui ont porté leurs fruits. Je voudrais rappeler ici les efforts déployés par le Conseil dans l'assistance aux États membres pour la ratification et la mise en oeuvre du Statut de Rome, la contribution du Conseil de l'Europe dans l'organisation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants l'année prochaine ou encore le rôle qu'il a joué dans le programme de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo concernant le développement des capacités et particulièrement sa contribution à la préparation et à l'observation des élections au Kosovo, il y a trois semaines. À la lumière de ces expériences passées, l'Union européenne est persuadée que cette coopération doit être intensifiée et développée tant que faire se peut.

Nous sommes très satisfaits de constater que la coopération entre les Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique s'est poursuivie au cours de cette année. En prenant part à leurs travaux respectifs, les deux organisations ont pu intensifier leur coopération des domaines d'intérêt commun. Les réunions de haut niveau tenues périodiquement entre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique doivent se poursuivre dans ce sens.

C'est aussi dans ce sens que l'Union européenne envisage les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes. Nous sommes heureux de constater que les deux organisations sont restées en contact étroit sur de nombreuses questions qui embrassent bon nombre de thèmes. Il est dès lors primordial que la Ligue des États arabes puisse intensifier encore ses relations et contacts et améliorer le mécanisme de consultation avec les programmes et institutions spécialisées des Nations Unies. Les contacts entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue doivent aussi se poursuivre à haut niveau en ce qui concerne les échanges d'information et de vues sur les questions régionales d'intérêt commun.

L'Union européenne remercie chaleureusement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour avoir organisé le mois dernier la Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en sa capacité de dépositaire du Traité. Le travail de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a apporté un solide soutien aux efforts de l'Organisation des Nations Unies, en particulier dans le domaine de la sécurité internationale, du contrôle de l'armement et du désarmement. L'Union européenne accueille dès lors avec satisfaction l'adoption d'un accord de partenariat entre la Commission préparatoire de l'OTICE et l'Organisation des Nations Unies ainsi que la conclusion d'accords de coopération avec les agences spécialisées et programmes des Nations Unies.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'aborder les importants travaux, passés et à venir, de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Elle attache depuis toujours la plus grande importance à l'action de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, notamment en raison du risque que de telles armes puissent tomber entre les mains de

terroristes. Elle se réjouit de la décision prise en mai dernier par l'OIAC d'approuver le texte d'un accord portant sur les relations entre cette organisation et l'Organisation des Nations Unies, accord que l'Assemblée générale a approuvé en septembre dernier. L'Union européenne espère, par conséquent, qu'une coopération mutuellement profitable pourra s'installer entre les deux organisations pour notre plus grand bien commun.

L'Union européenne encourage le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général du Forum des îles du Pacifique à prendre les mesures nécessaires afin de promouvoir et d'étendre la coopération et la promotion entre leurs deux secrétariats dans les domaines d'intérêt commun. Cette coopération doit aussi bien évidemment s'étendre aux agences spécialisées et programmes des Nations Unies avec lesquelles le Forum des îles du Pacifique et ses institutions associées devraient initier, maintenir et augmenter leurs consultations et programmes.

Nous nous félicitons du rôle joué par l'Organisation de coopération économique pour le développement économique de ses États membres ainsi que des exemples pratiques de coopération existant entre ladite organisation et l'Organisation des Nations Unies. À la lumière de leur objectif commun, qui est de promouvoir la coopération internationale en s'attaquant à des problématiques de type économique, social, culturel ou humanitaire, les deux organisations doivent poursuivre et creuser cette coopération, non seulement dans les domaines où une collaboration est déjà effective mais aussi dans ceux qui pourraient profiter à la stabilité régionale et à la coopération entre les membres de l'Organisation.

Il est de notre devoir d'intensifier notre dialogue avec les organisations régionales et d'explorer les domaines où elles constituent le complément idéal aux activités de l'Organisation des Nations Unies. Des échanges de vues et d'informations réguliers ne peuvent, de plus, qu'enrichir les travaux de l'ONU.

M. Nejad Hosseinian (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : D'emblée, je tiens à remercier le Secrétaire général de son rapport concis (A/56/122) sur l'alinéa h) du point 21 de l'ordre du jour, « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique ». Je voudrais également exprimer ma sincère reconnaissance au Secrétaire général de l'Organisation

de coopération économique et à ses collègues pour leurs efforts visant à renforcer et élargir la coopération entre ladite organisation et différents organes et institutions spécialisées du système des Nations Unies.

Nous le savons tous, dans l'environnement mondial actuel, le monde devient de plus en plus intégré et, dans un sens, sans frontières. Face à cela, les pays en développement établissent entre eux les cadres institutionnels nécessaires au renforcement de leurs capacités individuelles et collectives en vue de tirer parti du potentiel et des possibilités que présente le processus en cours de la mondialisation. La mise en place de groupements économiques régionaux est devenue l'approche la plus fréquente et la plus appropriée adoptée par ces pays pour s'intégrer en douceur dans l'économie mondiale. Il faut toutefois souligner que la réaction politique à la mondialisation doit être globale et cohérente aux niveaux régional et international. En outre, la création et le renforcement d'arrangements régionaux dans les domaines de l'économie, du commerce et des finances exige un environnement international favorable, notamment en matière de renforcement des capacités.

L'Organisation de coopération économique, faite de 10 pays en développement, est un arrangement régional qui vise à l'élargissement et à la consolidation de la coopération économique, technique et technologique entre ses États membres. L'objectif à long terme est de promouvoir des institutions communes en vue de la bonne circulation des biens et des capitaux entre eux, de la facilitation de leur intégration progressive dans l'économie mondiale et de leur participation active et concrète au processus de mondialisation. Ces dernières années, l'élargissement de la coopération dans les domaines sociaux et culturels a également bénéficié de l'attention accrue de l'Organisation de coopération économique. Son secrétariat, qui siège à Téhéran, a axé ses activités sur la recherche des moyens nécessaires, aux niveaux régional et international, pour relever les défis communs aux États membres et pour faciliter la participation de l'organisation à l'économie internationale.

La situation récente en Afghanistan souligne aussi la nécessité d'une coopération régionale accrue pour créer la prospérité, qui permettra de promouvoir la paix et la sécurité dans la région. En particulier, la réalisation d'arrangements de coopération avec les organes, institutions, fonds et programmes des Nations

Unies, a été au coeur de ces efforts. Ces domaines de coopération fructueuse ont des potentiels énormes qui doivent être explorés et réalisés, et nous espérons que la situation actuelle dans la région donnera une impulsion à l'expansion et à la promotion de cette coopération.

La position géographique et le potentiel économique de la région de l'Organisation de coopération économique, qui possède des réserves en pétrole et en gaz naturel et d'abondantes ressources minières, ainsi qu'un riche héritage culturel et littéraire, fournissent les ingrédients nécessaires à une croissance économique viable et durable, dans plusieurs domaines au sein de la région, et à de solides relations économiques avec les pays et les groupes économiques régionaux voisins. Il existe aussi un potentiel agricole considérable dans les vastes étendues des pays de l'Organisation de coopération économique, tant pour l'élevage que pour les céréales. Il faut ajouter, toutefois, que les défis politiques, économiques, sociaux et écologiques dans la région sont également importants.

Le passage au marché des économies planifiées et centralisées est un des défis importants qui se posent à certains des membres de l'organisation. L'enclavement des pays d'Asie centrale membres de l'Organisation de coopération économique, qui crée des défis pressants pour eux et pour toute l'organisation, requiert le renforcement de l'infrastructure de transit au niveau régional.

Le libre passage du pétrole et du gaz naturel depuis cette zone vers le marché mondial, s'il n'est pas empêché ou entravé par des efforts politiques extérieurs, peut certainement jouer un rôle important dans le développement global des États producteurs d'énergie dans la région et contribuer à l'intégration des membres de l'Organisation de coopération économique à l'économie mondiale en tant que partenaires viables.

Le riche héritage culturel et littéraire de la région de l'Organisation de coopération économique, et les importantes possibilités de développement culturel qu'elle offre, pourraient aussi contribuer à y favoriser le tourisme et la coopération culturelle.

Comme je l'ai indiqué, les défis pour la région sont aussi très importants. La protection de l'environnement, en particulier en mer Caspienne, en mer d'Aral et ailleurs en Asie centrale, figure parmi les

défis les plus importants aux États du littoral et aux pays concernés membres de l'organisation. La région de l'Organisation de coopération économique est aussi de celles qui sont particulièrement sujettes aux catastrophes naturelles, en particulier les séismes et la sécheresse. Depuis l'an dernier, celle-ci a causé des pertes considérables en vies humaines, avec un impact catastrophique sur l'infrastructure socioéconomique des pays de la région.

La région continue aussi de subir le fléau de la culture, de la production, du trafic et de la consommation illicite de drogues, dont les effets négatifs graves sur les structures sociales, économiques et sécuritaires des pays de la région sont connus de la communauté internationale et sur lesquels il n'est pas besoin d'insister.

En ce qui concerne la question de la coopération avec le système de l'Organisation des Nations Unies, l'augmentation de la coopération, et la réalisation de programmes conjoints entre l'Organisation de coopération économique, et des organismes comme le Programme des Nations Unies pour le développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), sont encourageantes, et doivent être encore renforcées.

L'an dernier, la coopération entre l'Organisation de coopération économique et la CNUCED a été étendue à de nouveaux domaines d'application de l'Accord relatif au commerce de transit, aux formalités douanières et au transport multimodal dans la région de l'Organisation de coopération économique, et à l'efficacité et au commerce électronique. Le Centre du commerce international CNUCED/OMC a étendu sa coopération technique à l'augmentation du commerce intrarégional. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, principale commission régionale s'occupant de notre région, a été très active, à la fois individuellement et en coopération avec les autres organismes et commissions régionales du système des Nations Unies, pour étendre sa coopération avec l'Organisation de coopération économique et sa fourniture d'assistance technique dans des domaines tels que les performances

économiques dans la région de l'Organisation de coopération économique, le renforcement de la coopération économique sous-régionale pour le commerce et l'investissement, la mise au point et la création d'un réseau de l'Organisation de coopération économique pour l'échange d'informations sur le commerce et l'investissement, et le transport multimodal.

L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel soutient aussi les efforts de l'Organisation de coopération économique pour renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises. La coopération avec le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues s'est élargie, et la première phase du projet de création d'un groupe de coordination du contrôle des drogues au secrétariat de l'Organisation de coopération économique, avec l'aide de donateurs bilatéraux, s'est achevée en décembre 2000, avec pour objectif d'augmenter la coordination et la collaboration entre les États membres de l'Organisation de coopération économique dans le contrôle des drogues illicites. Nous espérons que la deuxième phase de ce projet commencera dans les délais prévus.

Bien que la coopération entre le système des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique se soit élargie, même dans les nouveaux domaines d'activité, nous pensons qu'il reste de vastes possibilités et des potentiels inexploités pour qu'elle s'amplifie encore. Nous n'avons pas de doute que de nouveaux domaines de coopération peuvent être explorés conjointement, et rendus opérationnels avec d'autres organismes tels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme dans la lutte contre les drogues, ainsi qu'avec l'UNESCO et l'Organisation mondiale du tourisme dans les domaines du développement culturel et du tourisme.

Je voudrais aussi exprimer la profonde gratitude de ma délégation au Secrétaire général pour le rapport complet et instructif intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique », publié sous la cote A/56/398. Ce rapport démontre que l'ONU et l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) ont travaillé en étroite coopération dans leur recherche commune de solutions aux crises mondiales dans divers domaines, notamment la paix et la sécurité internationales, les efforts de maintien de la paix, le

désarmement, le droit à l'autodétermination et d'autres droits de l'homme fondamentaux.

Ma délégation pense que l'approfondissement des relations entre les deux organisations par le biais de contacts de haut niveau, de consultations régulières et de réunions techniques pourrait contribuer à la promotion des objectifs et des principes de l'ONU. La Charte des Nations Unies encourage ces activités par la coopération régionale, pour promouvoir les objectifs et principes de l'Organisation.

Certes, les efforts conjoints pour résoudre la crise persistante en Afghanistan sont une des priorités de l'ONU, qui figurent au rang des priorités du programme de l'OCI. Les récents événements ont ouvert la voie à la réalisation des longues aspirations de la nation afghane au retour de la paix et de la sécurité dans le pays, libéré du fléau de la guerre et de l'ingérence étrangère, ainsi que la formation d'un gouvernement largement représentatif et multiethnique. À cet égard, les États membres de l'OCI ont toujours souligné le rôle primordial de l'ONU. L'ONU et l'OCI doivent coopérer pour mobiliser les ressources qu'exigent la fourniture d'assistance humanitaire et la reconstruction de l'Afghanistan.

L'OCI a joué un rôle très important pour promouvoir l'Année du dialogue entre les civilisations organisée par l'ONU. L'OCI et le Comité spécial sur le dialogue entre les civilisations, présidé par la République islamique d'Iran, ont eu plusieurs réunions

au Siège de l'Organisation des Nations Unies avec la participation d'autres groupes au sein de l'ONU, en 2000 et en 2001, pour négocier et mettre au point le projet de Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations.

Enfin, grâce à un partenariat très constructif de la part des groupes régionaux, 106 États Membres se sont portés coauteurs du projet de résolution qui a été adopté par consensus à l'Assemblée générale le 9 novembre 2001.

Ma délégation estime que l'importance et l'utilité du nouveau modèle de dialogue pour conduire les relations internationales sont plus évidentes aujourd'hui que lorsque l'idée en a été lancée par le Président Khatami.

Nous sommes certains que le projet de résolution A/56/L.36, qui sera présenté par l'Ambassadeur du Mali, et le projet de résolution A/56/L.32, présenté par l'Ambassadeur du Tadjikistan, sont les bases appropriées pour promouvoir les activités communes de 2002 relevant des buts communs de ces organisations qui ont pour objectif d'assurer la coopération internationale pour trouver des solutions aux problèmes économiques, sociaux, culturels et humanitaires au plan international et régional. Je voudrais recommander que ces projets de résolution soient adoptés par consensus.

La séance est levée à 13 h 15.